



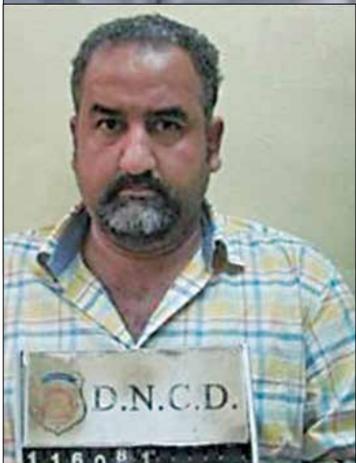
HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

ARRESTATION D'UN PUISSANT NARCOTRAFIQUANT !



Rodolphe Jaar, un autre proche de Martelly, originaire d'une des familles les plus riches d'Haïti, est accusé d'avoir transité des produits narcotiques de la Colombie vers les Etats Unis, en passant par Haïti et la République Dominicaine



Voir page 4



Un sommet de l'AEC dans l'indifférence totale de la population haïtienne

Page 4

English Page 9



ONA: Corruption-révocation illégale!

Page 7



Agréable soirée de solidarité avec Haïti Liberté !

Page 10



LE SÉNATEUR MOÏSE JEAN-CHARLES ACCLAMÉ AU BRÉSIL ET EN ARGENTINE

Voir page 8



Afrique du Sud : l'ANC critiquée après la diffusion d'images de Mandela !

Page 17

Le sénateur Moïse Jean-Charles s'est rendu à Sao Paulo, au Brésil le 14 avril, à l'invitation d'un comité dénommé «Défendre Haïti c'est nous défendre nous-mêmes», mis sur pied à l'initiative du courant dissident Trabalho do Partido dos trabalhadores brésilien au pouvoir (PT).

Y a-t-il possibilité de complot contre l'ex-président Aristide?

Par Berthony Dupont

On ne devrait se faire aucune illusion sur la convocation de l'ex-président. En face de quel choc le secteur populaire et démocratique pourrait donc se retrouver, si le 8 mai prochain, le juge instructeur Ivickel Dabresil trouvait nécessaire d'impliquer Aristide dans le double meurtre du 3 Avril 2000 ?

C'est une possibilité conjoncturelle qu'il ne faut pas ignorer ni prendre à la légère vu que le laboratoire, cerveau qui planifie tous les mauvais coups, est à l'œuvre au pouvoir dans le pays. Ce sont eux qui dictent la politique à suivre au gouvernement Martelly-Lamothe ainsi que l'illustre la déclaration de l'ambassadrice des Etats-Unis concernant les élections législatives qu'elle annonçait déjà dans un langage diplomatique pour l'année 2014.

En effet, la convocation d'Aristide signifie-t-elle comme le signale Guyler Cius Delva que l'on se trouve aujourd'hui à la veille d'un tournant décisif dans ce dossier ? Pour Delva « l'enquête pourra aboutir cette fois-ci et le juge dispose d'informations importantes et qui ne peuvent que faire avancer l'enquête qui réclame des dispositions sécuritaires pour le magistrat »

Alors, ne faudrait-il pas que nous questionnions cette fougue récente du régime corrompu de Martelly pour soi-disant vouloir rendre justice à l'icône de la presse haïtienne, l'homme qui, s'il était vivant, eût été la première personne à combattre dans toute sa force ces suppôts colonisés, dirigeants laquais, valets de l'impérialisme ! Son assassinat ne pouvait ne pas être un acte criminel préventif afin de nous réduire et nous conduire à l'état de délabrement social d'aujourd'hui qui n'a pas de nom.

Les pays impérialistes de tout temps n'ont jamais caché leur volonté de maintenir leur présence multiforme coûte que coûte et il leur a fallu trouver les moyens nécessaires à cet effet, dans le pays même. Ainsi quelle attitude les progressistes, notamment ceux qui accompagnent la lutte des masses populaires devront-ils adopter, si par hasard la convocation d'Aristide se convertissait en une inculpation ?

La réalité telle que nous l'analysons n'est pas difficile à cerner, vu qu'il y a belle lurette qu'on essayait par tous les moyens d'impliquer Aristide dans des affaires louches tels que les dossiers de la drogue, de la Teleco. Cependant une chose que nous retenons pour les réactionnaires, c'est que le danger n'est pas nécessairement pour Aristide mais ce qu'il représente : le symbolisme des masses populaires. Même quand il a commis l'erreur de faire le silence pensant qu'on allait l'oublier, malgré tout le comble a été atteint et toutes les machinations ou élucubrations sont en cours contre lui.

Tout récemment, c'était le dossier de Ti Sony et des coopératives qu'on utilisait pour l'atteindre ; et c'est dans cette même hypothèse qu'on revient avec le dossier d'assassinat de Jean Dominique pour renforcer la persécution. Mais à quelle fin ? Et comment ont-ils pu en arriver là ? Selon l'avocat Mario Joseph, la principale

raison qui pourrait obliger le juge instructeur à faire appel à Aristide, c'est du fait que quelqu'un aurait pu avoir cité son nom, sans doute quelque part dans les témoignages qu'il a reçus.

Le fond est plus grave car ce ne pourrait pas être la moindre occasion pour ce gouvernement d'utiliser, de manipuler des cadres lavalassiens pour les forcer à témoigner contre Aristide. Le plus gros danger reste qu'ils peuvent trouver autant de traîtres qu'ils le désirent pour accomplir cette sale besogne. A ce compte les masses populaires doivent rester vigilantes, vu que cela peut déboucher à servir de commencement à un autre calvaire de la répression contre les forces progressistes et démocratiques du pays.

Mais comment ont-ils eu le culot de vouloir immiscer Aristide dans ce dossier quand « l'enquête sur les assassinats de Jean Dominique et de Jean-Claude Louissaint, conclue le 21 mars 2003, avait abouti à l'inculpation et à l'incarcération de six individus : Dymsley Milien dit «Ti Lou», qui aurait reçu la somme de 10 000 dollars pour exécuter Jean Dominique, ainsi que Jeudi Jean-Daniel dit «Guimy», Philippe Markington, Ralph Léger, Freud Junior Demarattes et Ralph Joseph. Les trois derniers ont été relaxés en appel le 4 août 2003. Et en février 2005, «Ti Lou», «Guimy» et Philippe Markington ont profité d'une mutinerie pour s'évader de prison. En fuite en Argentine, Philippe Markington avait contacté Reporters sans frontières pour protester de son innocence. «Ti Lou», aujourd'hui décédé, et «Guimy» avaient repris leurs activités de chefs de gang en toute impunité à Martissant... » (Alterpresse 2 avril 2008) Et pourquoi depuis tout ce temps là, Aristide n'avait-il pas été convoqué ?

Le 4 avril 2007, Alterpresse rapportait que le dossier avait connu un nouveau revers avec l'assassinat de l'homme d'affaires Robert Lecorps, également soupçonné d'implication dans la mort du journaliste. Poursuivi pour «entrave à la justice», l'ancien commissaire de police Daniel Ulysse, directeur central de la police judiciaire à l'époque de l'assassinat de Jean Dominique, a été arrêté, le 10 décembre 2006. La police nationale d'Haïti (PNH) aura cependant mis près d'un mois à exécuter le mandat d'amener émis par le juge Fritzner Fils-Aimé » (Alterpresse 2 avril 2008) Pourquoi ont-ils abandonné ces dossiers là ?

Au début de l'année 2008, le juge Fils-Aimé avait tenté d'obtenir la déposition du vice-président du Sénat d'alors, Rudolph Boulos, propriétaire des Laboratoires Pharval, producteur et distributeur de l'Afèbril qui avait causé la mort d'une centaine d'enfants, en 1996. Un dossier que Jean Dominique avait embrassé pour défendre les victimes ; c'est alors que Rudolph Boulos en 2008 se prévalut de son immunité parlementaire pour défier la justice et cela jusqu'à nos jours.

Il y avait également la piste des duvaliéristes, lorsque Jean Dominique dénonça que la mort de l'ex-général Claude Raymond, en février 2000, était imputable à une maladie naturelle et non pas à une action criminelle du gouvernement d'alors. Autant de pistes que la justice Martelliste a abandonnées à dessein pour pouvoir aujourd'hui sans doute rendre Aristide responsable de l'assassinat de Jean.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAÏTI
Wendell Polynice
Daniel Tercier

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piaré
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudé C. Loiseau
Anthony Mompérouse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514) 727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
718-713-6863 • 647-499-6008
computerusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ / _____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$80 pour un an
 \$42 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

26 Avril 1963-26 Avril 2013: 50 ans déjà!

Par Isabelle L. Papillon

La date du 26 avril est restée dans l'histoire récente du peuple haïtien comme une date inoubliable, marquée par deux jours fatidiques: d'abord sous la dictature sanguinaire de François Duvalier, le 26 avril 1963 et ensuite sous le régime post-Duvalier, le 26 avril 1986. Le 26 avril 1963, deux ans après qu'il eût imposé sa présidence à vie, le dictateur François Duvalier confirma une fois de plus l'établissement d'un terrorisme d'Etat dans le pays par le massacre de la famille Benoit, dont la maison fut incendiée, crime ajouté à un sombre palmarès de tueries, disparitions de gens de tous âges et même de familles entières que continua son fils Jean-Claude affirmant que « *Pitit tig se tig* ».

Le 26 avril 1986, le régime post-Duvalier dévoila son vrai visage. Lors d'une manifestation du souvenir, les Duvaliéristes sans Duvalier recoururent à la terreur, tuant 11 personnes au Fort-Dimanche, le lieu qui symbolisait la violence inouïe des sbires du régime dictatorial supporté par la communauté internationale durant 29 ans. La question qu'on devrait se poser est, où en est-on aujourd'hui, 50 ans après? Quelle leçon peut-on tirer de ces tranches d'histoire combien douloureuses? Que peut-on enseigner aux jeunes d'aujourd'hui pour qu'ils ne se laissent pas sombrer dans l'ignorance, l'oubli et le mensonge? Seule la vérité est révolutionnaire, on doit connaître la vérité, on doit lutter pour connaître la vérité.

En effet, tout a commencé le 24 avril 1963, quand le président à vie, François Duvalier, assoiffé de pouvoir fit révoquer 60 officiers des Forces Armées d'Haïti dont le jeune officier, François Benoit. Deux jours plus tard soit le 26 avril, il y eut une tentative d'assassinat sur son fils Jean Claude à la rentrée du Collège Bird, situé à quelques mètres du palais national. Les officiers révoqués furent soupçonnés de ce que Duvalier appela un complot. Il passa très vite à l'action, ce 26 avril. Ce fut une journée de massacres et d'exactions systématiques contre des dizaines de familles de militaires soupçonnés dans ce complot. C'était une occasion pour lui de terroriser la population, d'incendier des maisons avec ceux qui s'y trouvaient, de procéder à des arrestations de familles entières. Les membres de ces familles ne sont jamais revenus, sans doute après qu'ils furent torturés et tués. Le cas le plus célèbre reste celui de la famille Benoit.

Selon Georges Edeline, le jeune beau-frère de François Benoit, il était environ 11 heures du matin, quand à l'angle des rues Jérémie et Bois-Verna, une armée de tontons macoutes ayant à sa tête le capitaine, Max Dominique fit irruption dans la maison des Benoit et enlevèrent un enfant de 18 mois, Gérald Benoit, alors seul fils de François Benoit. Ils arrosèrent la maison d'essence et l'ont incendiée avec tous les membres de cette famille, la mère et le père de François Benoit, soit Joseph Benoit et Louise Neptune-Benoit; une femme enceinte qui y était en visite, 2 servantes, un garçon de cour. Tous périrent carbonisés ce jour-là. Puis les macoutes et militaires se précipitèrent chez les Edeline (Madam Benoit est une Edeline) habitant la ruelle Robin. Ce fut le capitaine Guilloux personnellement qui procéda à l'arrestation brutale de René Edeline, le paterfamilias. On ne le revit plus jamais.

La rage de Duvalier donna lieu à des arrestations massives dont des ex-officiers, entre autres: Lionel Honorat, Charles Turnier, Jean Bouchereau, Armand Benoit, Gérald Benoit, Augustin Pressoir, Amédée Bouchereau, Philippe Célestin, Max et Roland Chassagne, Jean Chenet, Henry Clermont, Max Cor-

vington, Fritz Damas, Maurice Désulmé, Hamilton Garoute, Charles Lochard, Jean Jacques Amboise, les frères Vieux...

Après le déchaînement du régime sanguinaire, féroce, répressif, terroriste des Duvalier, les exilés politiques commencèrent à revenir à leur terre natale à partir du 7 février 1986. En mémoire de tous ces disparus, ils ont décidé de faire chanter une messe pour les victimes à l'initiative du « Komité pa bliye ». Après la messe du samedi 26 avril, à l'église Sacré-Coeur de Turgeau, les participants marchèrent vers les ruines de Fort-Dimanche, la prison de renommée sinistre où la plupart des manifestants avaient eu des proches ou des parents emprisonnés, torturés, disparus. De Turgeau à Fort-Dimanche, la foule devenait de plus en plus importante et elle atteignait sa destination vers 1 heure de l'après-midi.

Au moment de la prise de parole, des tirs éclatèrent, la foule ayant été infiltrée par des bourreaux du régime, des macoutes bien connus, non déchaoués. Ils tirèrent à bout portant et dans toutes les directions. La foule se dispersa sous le coup de la violence et de la peur. Le bilan s'était soldé par 11 morts sur place. Leurs cadavres furent jetés dans la fosse commune de Titanyen.

A l'occasion de la commémoration du 50e anniversaire de cette date inoubliable des messes seront chantées dans plusieurs églises du pays à la mémoire des victimes des atrocités de la dictature des Duvalier. Ce 50e anniversaire des massacres de Duvalier arrive à un moment où l'ancien régime est de retour de force avec le régime Tètkaïe de Michel Joseph Martelly et la présence du dictateur Jean Claude Duvalier. Ce dernier est revenu au pays depuis plus de deux ans, bénéficiant de l'impunité totale. Le jugement de l'ex-dictateur, Jean Claude Duvalier tourne encore en rond dans les tribunaux. Les victimes espèrent qu'un jour justice leur sera rendue.

Les témoignages des victimes depuis quelques mois par devant la Cour d'Appel ont été émouvants et poignants. C'était le cas de Raymond Davius, âgé de 57 ans, le 18 avril dernier, il a raconté toutes ces atrocités qu'il a vécues durant 17 arrestations et 3 emprisonnements qu'il a connus. « A chaque arrestation, j'ai vomi du sang. C'est à cause de ces atrocités que j'ai été contraint d'aller me cacher dans une zone de Baint où personne ne me connaissait. J'ai passé quelques mois là-bas et de retour clandestinement à Port-au-Prince, j'ai été à nouveau arrêté, ligoté et conduit aux casernes Dessalines, du fait que j'ai été membre, en tant qu'ancien militaire, du Parti Démocrate-Chrétien Haïtien (PDCH) du feu Sylvio Claude » a-t-il déclaré.

Il a profité de l'occasion pour communiquer au tribunal la liste des militaires exécutés en 1976 sous la dictature de Jean Claude Duvalier: Dagobert Jean, Jean Paul, Ménélas alias Ayiti, Reynold ainsi connu, René Sajous, Santiago, Gasner Siméon, Vitey ainsi connu, Merceron alias Quantanamo. Les citoyens, disparus en 1976 et rapportés par Raymond Davius dans sa déposition du 18 avril 2013, étaient les suivants: Jean-Claude Alexandre alias Blanco, Macéna Anibot, René Baptiste, Justin Bertrand, Ronel Bertrand - le fils de Justin Bertrand -, Blanc Paul, André Bien-Aimé, Gérard Blanco, Jean-Claude Baucicaut, Joseph Brignol, Noly Buron, Gilbert Cadostin, Muscadin Cajuste, le pharmacien Camille Sébastien, Horace Daccueil, Guélot Daccueil, le prêtre français Albert De Smet, Raphaël Delva, Archer Denis, Cadeau Jean Dérisié, Ambroise Desravines, Serge Donatien, Clotaire Dorneval, Paul Donneur, Ronald Duchemin, Oveze Duquesne, Rameau Estimé, Wilterme Estimé, le professeur Jésusme Eugène, Exante ainsi connu, Servilus Exantus, Pierre Féquière, Marie Thérèse

Insécurité à Port-au-Prince

Par Thomas Peralte

Au cours de la dernière semaine du mois d'avril 2013, plusieurs cas d'insécurité ont été enregistrés à Port-au-Prince. Le phénomène de l'insécurité a frappé divers secteurs: étudiant, visiteur, parlementaire, médias... Dès le début de la semaine les bandits ont commencé par frapper, dans la soirée du lundi 22 avril. Sony Elie Toussaint alias Sony Lee, étudiant en diplomatie et relations internationales du Centre d'Etudes Diplomatiques et Internationales (CEDI) a été attaqué par des bandits armés, à l'avenue Martin Luther King, dit Nazon. Il a été atteint de plusieurs balles avant de passer de vie à trépas dans un centre hospitalier.

A Delmas, le jeudi 25 avril, Joyal Richard, un religieux de nationalité canadienne, âgé de 62 ans a été abattu de 3 balles par des bandits circulant à moto. Le frère Richard Joyal, qui revenait de la banque, a été la cible de deux individus armés qui devaient le ramener à son domicile après l'avoir emmené faire une transaction. Ce religieux canadien, membre de la communauté des marianistes de Lévis, a été abattu ce jeudi à la mi-journée.

Selon le porte-parole adjoint de la Police Nationale, Garry Desrosiers, l'incident s'est produit entre Delmas 22 et 24 au moment où la victime venait de retirer un millier de dollars d'une succursale de la Scotiabank. Touché au moins trois fois au dos en tentant de se défendre, M. Joyal se serait fait piéger par les meurtriers qui, après l'avoir emmené à la banque, l'ont descendu sur le chemin du retour afin de dérober son sac. Cependant, ils sont repartis bredouilles sans avoir trouvé l'argent dissimulé dans les poches de la victime. La carte d'identité du religieux indique qu'il était administrateur de la résidence



Le jeudi 25 avril, Joyal Richard, un religieux de nationalité canadienne, âgé de 62 ans a été abattu de 3 balles par des bandits circulant à moto

marianiste. Natif du Manitoba, Richard Joyal, qui était depuis décembre en mission à Port-au-Prince où il devait mettre fin aux activités des marianistes, projetait de quitter Haïti la semaine prochaine.

Dans la même lignée, le député de Dame-Marie, Sud-Ouest du pays, Aclush Louis-Jeune a été victime d'une attaque le Vendredi 26 avril dans un embouteillage à Pacot, Sud-Est de la capitale. Le Député Aclush Louis-Jeune au volant de son véhicule, a été victime, d'une agression par deux individus armés qui l'ont dépouillé de son argent et de ses deux téléphones portables, avant de prendre la fuite, a fait savoir l'élu de l'OPL (Organisation du Peuple en Lutte).

Depuis la fin de l'année 2012, le Ministère des Affaires Étrangères et Commerce International Canada, recommande aux canadiens d'éviter tout voyage non essentiel en Haïti, dans les quartiers de Martissant, Carrefour, Bel Air et Cité Soleil, précisant que « les conditions de sécurité y sont particulièrement instables et dangereuses. Ces quartiers restent

dangereux en raison de la criminalité qui y sévit et de la capacité réduite des autorités locales à y maintenir l'ordre. La sécurité des personnes n'est pas garantie et la présence de la police n'est pas assurée. La police n'est pas en mesure de répondre rapidement aux appels à l'aide dans ces secteurs. Il est fortement déconseillé de sortir après la tombée de la nuit.

Il est impératif que les Canadiens, qui doivent se rendre dans ces secteurs se dotent d'un encadrement adéquat. Assurez-vous d'être attendu par des membres de votre famille, des amis, des collègues, des représentants d'affaires locales ou des organisations en mesure de vous accueillir dès votre arrivée à l'aéroport ou à la frontière et de vous guider dans vos déplacements.

Il est déconseillé d'utiliser les transports publics. Comme la situation en matière de sécurité peut changer à tout moment, demandez aux organismes, aux instituts ou aux hôtes qui vous encadrent quelle est la situation dans la région où vous prévoyez vous rendre. »

MOTA encourage les jeunes à des actions citoyennes

Le vendredi 27 avril 2013, Jean François Lucien directeur de l'école nationale de Tabarre 27 et Evelyne Renaude Joseph coordinatrice de l'OFSPT, Organisation des Femmes du Secteur Populaire de Tabarre, deux membres d'une Plate-forme dénommée MOTA, Mouvement des Organisations de Tabarre ont remis des primes aux jeunes qui ont participé à la campagne contre la filariose lymphatique dans la commune en les donnant une récompense de 100 gourdes (mille gourdes) chacun. Ils étaient environ 600 jeunes qui ont pris part à ces activités citoyennes. Le MOTA encourage les jeunes à participer dans des activités citoyennes, telles: l'alphabétisation, le reboisement, l'éducation civique. Ils remercient cette année encore les jeunes pour leur participation. Le rendez-vous est toujours fixé pour l'année prochaine à la même date.



Cette Plate-forme fut fondée et dirigée par Jean Frantz Théodat, ex maire de Tabarre.

EvelyneRenaude Joseph Evelou1635@yahoo.com Tel: 3753-0936

Féval, Marie Thérèse Gasner, Henri Jean, Morency Jean, Kesnel Jean, Joseph Jean, Théocel Jean, Maurice Jean-Baptiste, Antonio Jean-Baptiste, Lucio Jules, Oswald Jules, Hébert Liautaud, Lener Livert, Chéry Louissaint, Gérard Michel, Milfort alias Joe Malaka, Yves Musac, Jean-Marc Nérestant, Jacques Paul, Luc Pierre-Paul, Pipirit ainsi connu, Dès Prédstant, Eddy Price, Jean-Louis Roy, Jean Robert alias

Dérécul, Raymond Saint-Louis, Luc Saint-Vil, Jean-Pierre Saint-Vil alias Ti Dyab, Saladie Thélusmond, Tony Thélusmond, le médecin Watson Telson, Ténor Auguste, Antoine Templier, Jean Rifla Vasseau, Romulus Vilbrun, Pierre Michel Vital, Wellington Élie. »

Des témoignages des rescapés, proches des victimes des événements monstrueux du 26 avril 1963 et du 26

avril 1986 démontrent très clairement le degré de criminalité du régime des Duvalier. Le 26 Avril 1963 ce fut la terreur totale qui s'abattit sur la ville. Les tontons macoutes emportèrent tout sur leur passage. Tandis que le 26 avril 1986, une dizaine de personnes tuées pendant la fusillade fut abandonnée dans les parages de Fort-Dimanche pour être dévorée par les chiens.

Un sommet de l'AEC dans l'indifférence totale de la population haïtienne

Par Jose Clément

Le cinquième sommet de l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC) a pris fin le vendredi 26 avril à Port-au-Prince dans l'indifférence la plus totale de la population qui fait face de plus en plus à d'énormes difficultés socio-économiques. Cette rencontre a été l'occasion pour le secteur de l'Hotellerie et de la restauration de Pétion-Ville de faire leur beurre, puisque la bagatelle somme d'un million deux cent mille dollars américains était allouée à cette activité qualifiée d'événement majeur par les responsables.

Justement, la date du 26 avril 2013 coïncidait avec les différentes manifestations prévues pour commémorer à Port-au-Prince le cinquantième anniversaire du massacre du 26 avril 1963 perpétré par les sbires du régime à vie de François Duvalier, suite à une tentative d'enlèvement de son fils lui aussi devenu dictateur, Jean-Claude Duvalier. En représailles, le régime autoritaire et centraliste de François Duvalier a fait incendier des maisons avec leurs occupants. Des militaires ainsi que des membres de leur famille ont été arrêtés et/ou torturés. D'autres sont jusqu'ici portés disparus, y compris des enfants. Le sang a coulé et s'est répandu sur tout le visage du dictateur-président.

Parallèlement au sommet de l'AEC à Karibe Convention Center, de simples citoyens, professeurs, militants de droits humains, étudiants, journalistes et historiens se sont réunis au local de la Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL) à Port-au-Prince pour commémorer cette triste date à travers un véritable travail de mémoire initié par le Comité Contre l'Impunité et présidé par Danielle Magloire. Des expositions de photos des victimes ont eu lieu et des banderoles réclamant justice pour les victimes ont été vues par endroit à la capitale. Le sommet de Pétion-Ville n'a pas réussi à occulter les activités prévues en faveur des victimes du 26 avril 1963.

En plus d'une propagande tous azimuts menée tambour battant par les organisateurs de la réunion de l'AEC avec en tête la télévision gouvernementale et d'autres médias privés grassement payés pour l'occasion, des pancartes sur fond rose et blanc à l'effigie du président haïtien, Michel Martelly, étaient visibles dans certains coins de la ville, notamment au haut de Turgeau et à Pétion-Ville pour souhaiter la bienvenue aux officiels étrangers. Il s'agit ni plus ni moins que de l'expression du culte de la personnalité d'un Chef d'Etat dans un régime totalitaire. Les couleurs nationales qui sont le bleu et le rouge sont automatiquement remplacées dans des activités officielles par le rose et le blanc qui sont les couleurs du groupe musical de Michel Martelly, Sweet Micky et de sa fondation.

Il s'agit également d'un camouflet infligé à tout un peuple qui a consenti de lourds sacrifices même au prix du sang pour l'avènement d'une démocratie qui tarde encore à se concrétiser dans la réalité. Il est choquant de constater que des fonds publics sont utilisés systématiquement pour vanter les mérites à la fois du président Martelly et du Premier Ministre Laurent Lamothe qui ont fait du trésor public une véritable vache à lait, tandis que la gourde haïtienne continue à se déprécier par rapport au dollar américain, suite à une mauvaise politique financière pratiquée par l'équipe en place. Au moment de rédiger ce papier, les différentes places de la capitale achetaient le dollar américain à 41 gourdes pour 1 dollar.

Ces deux sommets internationaux réalisés en l'espace de deux mois à la capitale accusent un bilan bien maigre sinon rehausser la performance négative d'un gouvernement qui se soucie peu du bien-être de la population. Des professeurs publics n'ont pas reçu à temps leur paie et d'autres sont obligés de gagner les rues du Cap-Ha-



De gauche à droite Martelly, le ministre des Affaires étrangères du Venezuela Elías Jaua et Lamothe. Il est choquant de constater que des fonds publics sont utilisés systématiquement pour vanter les mérites à la fois du président Martelly et du Premier Ministre Laurent Lamothe qui ont fait du trésor public une véritable vache à lait

ïtien (deuxième ville du pays) le lundi 29 avril pour réclamer des arriérés de salaire. Ils ont reçu pour l'occasion le soutien des élèves de cette ville. Comment peut-on dépenser un tel montant pour la tenue d'un sommet qui pourrait avoir lieu dans un autre pays membre, alors que des facultés publiques n'ont même pas de locaux décentes. C'est immoral d'organiser deux rencontres internationales financées par l'argent du contribuable, tandis que des citoyens meurent de choléra, faute d'infrastructures sanitaires viables. Un petit tour à l'Hôpital Général permettra de comprendre l'étendue des dégâts. Il aurait été beaucoup plus sage pour le gouvernement de décliner l'offre et de demander à un autre pays membre d'être l'hôte de cette rencontre régionale.

Par contre, les visiteurs caribéens ont pu voir l'étendue du désastre social haïtien et le manque de créativité des responsables qui ont préféré faire de "Jalousie", un vaste bidonville situé au coeur de Pétion-Ville, une fresque frénétique au flanc de la montagne que les occupants de l'Hôtel Oasis pourront admirer jalousement. "Jalousie" n'est autre qu'une bombe à retardement au pied de la colline qui surplombe Port-au-Prince. A la moindre averse ou mouvement de sol, les maisons qui y prennent logement sur ce flanc de morne dénudé pourront connaître un sort tragique et provoquer des pertes énormes en vies humaines. Comme pour maquiller notre misère et cacher notre insouciance, les maisons de "Jalousie" ont reçu une couche de peinture aux couleurs variées.

Il en est de même, à la veille de cette rencontre internationale, la réfection de certaines rues empruntées par différents cortèges, est devenue une priorité gouvernementale. Dans l'après-midi du dimanche, soit une journée avant l'ouverture de ce sommet, des ouvriers étaient à pied d'oeuvre en vue de remettre en état, par endroit, le tronçon de route de Nazon. Même constat pour la route de l'Aéroport ou des fanions aux couleurs nationales des pays participants ont été arborés sur tout le parcours. Véritable course contre la montre! Il faudrait faire bonne impression aux yeux de nos amis caribéens. Pourtant, le visage de la capitale n'a pas changé où grouillent près de trois millions d'âmes, selon des experts. Certaines rues sont jonchées d'immondices et les eaux de ruissellement des dernières averses à la capitale se frayent difficilement un chemin. La capitale, siège du Gouvernement est dans un état macabre. L'environnement du Palais National, siège de la Présidence, est inodore où des citoyens font leur besoin à même le jour. De grosses affiches publicitaires en plywood de grande dimension pour des activités mondaines sont constatées à "chaque mètre carré" en lieu et place d'un décor aux alentours du Palais. Le Champ-de-Mars, dans le temps, lieu de prédilection pour les amoureux, a complètement dis-

paru au profit des laveurs d'autos qui utilisent cet espace pour leurs activités quotidiennes.

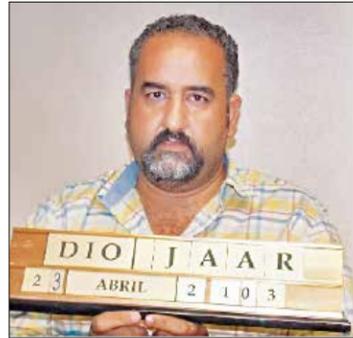
Le constat est navrant. Les autorités se donnent un satisfecit pour l'organisation de ces assises régionales qui ont réuni des délégations officielles de 29 pays. Les présidents cubain et vénézuélien, respectivement Raul Castro et Nicolas Maduro, n'ont pas fait le déplacement comme annoncée en grande pompe par les autorités de Port-au-Prince. Même constat pour le président nicaraguayen, Daniel Ortega et d'autres dirigeants de la Caraïbe anglophone dont le gouvernement haïtien avait confirmé leur présence pour le sommet qui dans sa conclusion a plaidé pour le renforcement de la coopération régionale contre les risques de désastres naturels.

Dans cette déclaration finale en 30 points baptisée: "Déclaration de Pétion-Ville", les participants ont réclamé entre autres la levée de l'embargo sur Cuba imposé par les Etats-Unis depuis près de cinquante années. Il s'agit d'un voeu pieux puisque bon nombre de ces pays ont oeuvré pour l'expulsion de Cuba dans l'Organisation des Etats-Américains, suite au triomphe de la révolution cubaine en 1959. Haïti fut l'un des pays de la région à cautionner l'expulsion de Cuba au sein de l'OEA à travers son vote qualifié de politique et monnayable en 1962. C'était une stratégie de la part de François Duvalier qui voulait se racheter auprès des Etats-Unis pour son régime. Drôle de coïncidence! Qu'ont-ils fait politiquement pour aider Cuba à retrouver sa place au sein de l'organisation hémisphérique?

Le tourisme durable, la préservation de la biodiversité de la Caraïbe et les transports maritime et aérien figurent également dans cette déclaration lue en présence des présidents chiliens Sebastian Pinera, mexicain Enrique Pena Nieto, guatémaltèque Otto Perez Molina et dominicain Danilo Medina. Ce dernier a promis d'accorder le statut de résident temporaire aux haïtiens vivant en situation irrégulière dans l'autre partie de l'île à condition que les autorités de Port-au-Prince s'engagent à leur accorder une pièce d'identification. Il a fait cette déclaration lors d'une rencontre en tête à tête avec le président haïtien. Des autorités haïtiennes ont toujours été l'objet de critiques pour n'avoir pas assumé leurs responsabilités envers les compatriotes haïtiens en République Dominicaine dépourvus de documents officiels.

L'on se souvient dans les années 1980 au temps fort de la dictature, Jean-Claude Duvalier qui s'était auto-proclamé président à vie avait donné le ton à travers un trafic illicite d'haïtiens pour la coupe de la canne dans les bateaux en territoire voisin. Plusieurs centres de recrutement officiel notamment à Léogane et à Gressier ont fonctionné à plein rendement. Connue sous le nom de "Zafra", environ 20 mille haïtiens sont envoyés chaque année dans les habitations sucrières où ils vont ef-

Arrestation d'un puissant narcotraffiquant !



Les pièces d'identification de l'inculpé dont son passeport haïtien, sa carte d'identité haïtienne et sa carte verte dominicaine ainsi que des sommes de 60 mille pesos dominicains et quelques centaines de dollars US, ont été confisquées

Par Jackson Rateau

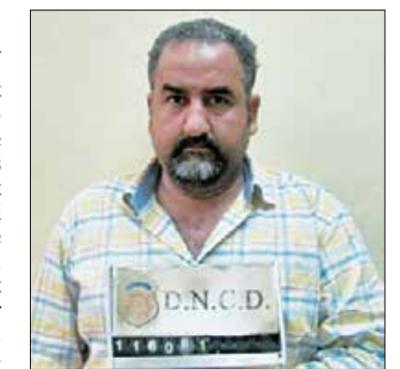
Rodolphe Jaar, un narcotraffiquant appartenant à la bourgeoisie haïtienne, a été épinglé en République Dominicaine. Les informations issues du service narcotique dominicain, ont fait savoir que le dangereux dealer qui était dans le collimateur de la justice américaine pour trafic de stupéfiants, est sous le coup d'un mandat d'arrêt international et que les possibilités pour qu'il soit extradé vers les Etats Unis, sont imminentes. Selon les responsables de l'Agence Américaine Antidrogue (DEA), le mandat international US numéroté 1320259 a été lancé le 18 Avril 2013. Donc qui peut moins, peut plus.

L'inculpé avait répondu à une demande en « habeas corpus » de la justice dominicaine. Cependant, la neuvième chambre pénale de la justice dominicaine avait ordonné vendredi la libération du prévenu.

Rodolphe Jaar, originaire d'une des familles les plus riches d'Haïti, est accusé avoir transité des produits narcotiques de la Colombie vers les Etats Unis, en passant par Haïti et la République Dominicaine.

Selon la juge Rosana Isabella Vasquez, en charge du dossier du trand, une éventuelle extradition de Jarre vers les Etats Unis serait une violation de la constitution de son pays, étant donné que l'Etat dominicain n'est signataire d'aucun contrat d'extradition de ses citoyens ou d'autres ressortissants étrangers avec les Etats Unis.

Cependant, la nuit du jeudi 26 au vendredi 27 Avril dernier, dans un luxueux hôtel situé au Boulevard Malicong à Santo Domingo, la Direction Nationale de Contrôle de la Drogue (DNCD), a toutefois procédé à l'arrestation du



Rodolphe Jaar

célèbre narco trafiquant, Rodolphe Jaar. Les pièces d'identification de l'inculpé dont son passeport haïtien, sa carte d'identité haïtienne et sa carte verte dominicaine ainsi que des sommes de 60 mille pesos dominicains et quelques centaines de dollars US, ont été confisquées par les agents de la DNCD.

Jusqu'à très tard dans la nuit du vendredi 26 au samedi 27 Avril 2013, il était toujours dans la prison préventive à Santo Domingo, en attendant que son extradition vers les Etats Unis ou Haïti soit décidée.

Toutefois, dans le cadre de ce dossier, les pressions des autorités américaines exercées sur les autorités dominicaines ont abouti à d'autres décisions. Le dimanche 28 Avril dernier, l'inculpé Rodolphe Jarre a été finalement transporté dans l'Etat de Floride. Les membres du gouvernement en place en Haïti, liés au réseau de Jaar, craignent terriblement d'être dénoncés par le prévenu lors de son procès dans les mois qui vont suivre. Jaar est directeur de la Florida-based United Foam and Plastic LLC, dont il est copropriétaire avec un proche du président Michel Martelly.

fectuer la récolte au quotidien pour une pittance variée entre 45 et 80 pesos (1, 60 euro en moyenne). Céline Anaya Gauthier travaillant pour le compte de Courrier International qualifiait ces haïtiens de sans-papiers réduits en esclavage.

Par ailleurs, un rapport de la Banque Mondiale mis en circulation cette semaine montre clairement du doigt le déséquilibre qui existe dans les relations commerciales entre Haïti et la République Dominicaine. Ce rapport baptisé "Quisqueya" estime qu'il n'y a pas lieu de comparer les deux pays partageant l'île d'Hispaniola en matière de Produit Intérieur Brut (PIB) dont celui de la République Dominicaine évalué à six fois plus que celui d'Haïti qui accuse un taux de croissance en dessous de 3% l'an. C'est dans cette situation que les autorités de Port-au-Prince battent la grosse caisse autour de leur politique appliquée pour faire retourner Haïti sur la carte mondiale. Haïti n'avance pas, mais marche à reculons. L'organisation d'un sommet est loin de repositionner Haïti sur la carte régionale et encore moins sur l'échiquier international. Le pays manque de tout en termes de bonne gouvernance, d'infrastructures viables, de stabilité politique et économique. Les pays de la Caraïbe ont fait d'Haïti un partenaire privilégié dans le but unique d'écouler leur commerce et leur savoir-faire en matière technique. C'est une re-

lation à sens unique, puisque Haïti n'a pratiquement rien à offrir pour l'instant sinon une main d'oeuvre sous-qualifiée et à bon marché. Le rapport "Quisqueya" a insisté sur le fait que Haïti doit améliorer sa compétitivité pour profiter du maximum d'avantages du commerce international. Car, la République Dominicaine continue de se positionner en bonne place dans le cadre des relations commerciales au niveau international.

D'une part, le président Martelly doit engager de véritables négociations avec son homologue dominicain dans la perspective de régularisation de la situation des illégaux haïtiens qui sont l'objet de jour comme de nuit de mauvais traitements. Il faut croire que la cessation de la souffrance de ces compatriotes n'est pas pour demain si l'on tient compte du fait que les Haïtiens de l'intérieur sont nombreux à ne pas avoir une carte d'identification, voire un acte de naissance, à cause de la défaillance de l'Etat. D'autre part, le régime de Port-au-Prince doit réviser ses cahiers et considérer le rapport "Quisqueya" comme une aide-mémoire, au lieu de plonger tête baissée dans une politique absurde qui continue de faire du tort au pays.

**Jose Clément
Port-au-Prince, le 29 avril 2013
Centre International d'Etudes et de
Réflexions (CIER)**

«Que passe-t-il» comme ça ?

Par Fanfan la Tulipe

Les «jeunes» de mon âge se rappellent bien ce fameux épisode tragico-comique survenu le 28 juillet 1958 lors du débarquement à Montrouis d'un groupe d'anciens officiers de l'Armée d'Haïti: Alix Pasquet, Phito Dominique, Henri Perpignant, accompagnés de cinq mercenaires américains. Utilisant l'élément de surprise, les types attaquèrent et occupèrent les Casernes Dessalines, entrèrent en contact avec Duvalier exigeant sa démission. François Duvalier se préparait à prendre l'ambassade quand un soldat des casernes, à qui Perpignant avait demandé, imprudemment, d'aller lui acheter un paquet de cigarettes Splendid – dit-on – alla dénoncer les assaillants qui n'étaient qu'une poignée.

François Duvalier fit attaquer les casernes. Une fusillade nourrie, persistante, dura toute la nuit jusqu'au petit jour, même jusqu'au grand jour. Les assaillants furent pourchassés, capturés et sauvagement exécutés. Quand le crépitement des balles se fut tu – il faisait plein soleil – un ex-corporal de l'Armée qui avait bien connu mon père, militaire à la retraite à l'époque, accourut chez nous, échevelé, livide, blême, tout tremblant. Arrivé au haut de l'escalier menant à la grande galerie de notre maison perchée sur une butte dominant le palais et les environs, le bonhomme essoufflé, hagard, haletant, pantelant et *pantant* demanda à mon père, à brûle-pourpoint: «Major Latour, «que passe-t-il» comme ça *nan peyi a* ?» Bien sûr, Papa n'en savait rien.

Depuis, des situations ont émergé au pays durant lesquelles on pouvait à juste titre se demander: que passe-t-il comme ça *nan peyi a*? Pour ne pas avoir à remonter le cours de l'histoire restons-en à une période tout proche de nous, ces deux dernières années pour simplifier les choses. Ainsi, à l'occasion de la Journée mondiale de la terre, le lundi 23 avril, j'ai eu l'écho d'un grand branlebas au Morne l'Hôpital dans les parages de Jalousie. J'y ai dépêché mon correspondant personnel Idalbo Bobolo. Il m'a appris que Martelly et Jean-François Thomas, ministre de l'Environnement effectuaient une visite à Jalousie (Morne Loe) et à Debussy.

Piqué par une curiosité jalouse, je lui ai dit à brûle-pourpoint: je sais que *lamontay pa Bondye, lamontay se tè l'ye*, pourquoi tout ce monde ?



Les «bavardeurs» à Ranmase. De gauche à droite: Ronald Saint-Jean, Turneb Delpé, Sadrac Dieudonne, Evans Paul, Guyler C. Delva, François Annick Joseph, Stevens Irvenson Benoit, Jean Monard Métellus au studio de Radio Caraïbes (Photo de Wilner St Val)

«Que passe-t-il» comme ça ? Il m'a répondu que selon les dire et ouï-dire, Martelly était dans les parages où l'on procède aux travaux de curage de la ravine Loe Ménard. Travaux s'inscrivant dans le cadre de «*Sove lavi nan mòn Lopital*», un programme permettant à l'avenir d'éviter des dégâts, lors des prochaines saisons cycloniques. Tout de suite m'est venu à l'esprit le grand bluff des bidonneries de Gwo Soso: *Ti manman cheri, Katye pa'm poze*, etc.

Martelly et son ministre profitaient de la circonstance pour évaluer la construction de la «Barrière verte» au Morne Lopital. Le rose du tournesol politique de Martelly aurait-il soudain viré au vert forêt ? Franchement pour la démagogie, la parade, l'épate, l'esbroufe, le flaflo, le bluff, l'aloralitude, ces compères n'ont pas leur pareil. La ravine Loe sera curée, prétendent-ils, et un bassin de rétention de sédiments et d'eaux pluviales y sera construit. Outre la protection et la conservation du sol, cet alléchant projet favorisera la création de 1.100 jobs dans la zone, selon le président Martelly. Une autre de ses parades démagogiques.

Noter que les verbes sont au futur bluffant et esbroufant. Pourquoi ne pas attendre l'achèvement du projet pour que les gens se rendent compte de la réalité du curage au présent de l'indicatif et qu'ils réalisent que le bassin n'est pas une projection dans l'espace sidéral des flafatudes de Martelly ? Comme il fallait s'y attendre, des riverains restent sceptiques. Ils «sont même craints» pour parler comme un loustic de mes connaissances. Car

ils refusent de confondre rondeur de pleine lune et saveur de fromage. L'un d'eux préférant garder l'anonymat a même fait ce commentaire: «Les travaux ont commencé depuis quelque temps certes, mais nous craignons qu'ils ne prennent pas réellement fin avant la prochaine saison cyclonique». Qui dit mieux ?

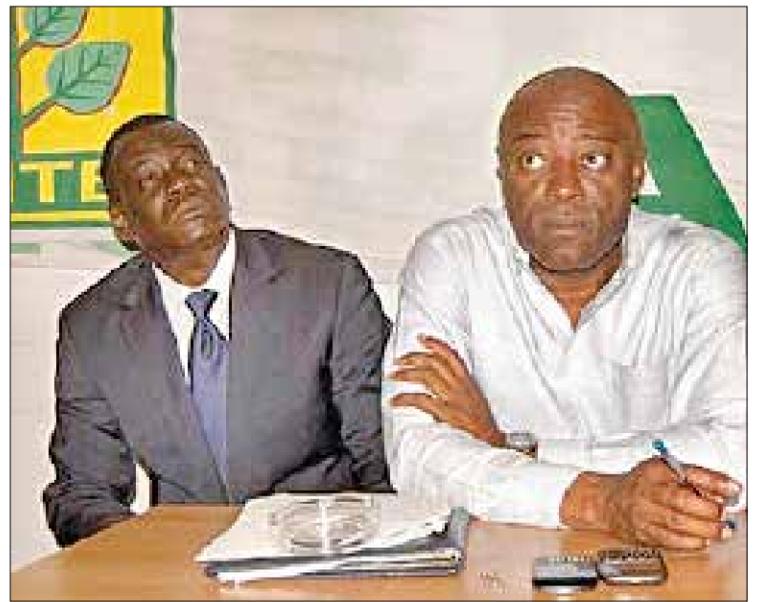
Et «que passe-t-il» comme ça du côté des députés ? Je suis bien forcé de me le demander. En effet, Levailant Louis-Jeune et Sorel Jacinthe, deux élus connus pour leur farouche opposition au régime de Martelly, ont apparemment déposé, le mardi 24 avril, au parquet de Port-au-Prince, une plainte contre l'ex-Sénateur Joseph Lambert, «conseiller» présidentiel, accusé d'ourdir un complot visant à les faire passer de vie de sinécure à trépas éternel. Les deux prétendent qu'ils sont depuis quelques jours l'objet de constantes menaces de mort.

Leur exécution aurait été programmée «avant le 29 avril». Comment le savent-ils ? Il est dimanche 29 avril, «à l'heure où les corbeaux croassent, volant dans l'ombre par milliers», quand j'écris ces lignes. J'attends avec grande impatience et – imaginez-vous – beaucoup d'angoisse que se lève le jour, que l'après-midi et la soirée se passent sans coups de pistolet, car il me répugnerait de savoir qu'il y ait deux enquêtes menées par les cocos de la PNH qui se poursuivraient sans grande volonté de leur part de trouver les présumés coupables (comme d'habitude). *Mama mia, per la Madonna!*

Décidément, tout esprit curieux

et averti se voit forcé de se demander «que passe-t-il» comme ça dans le monde des parlementaires. Quelques jours après la déposition de plainte par Levailant et Sorel, deux malfrats ont attaqué le non moins vaillant député Acklush Louis-Jeune de Dame Marie. Les malfaiteurs n'étaient sûrement pas aux ordres de Lambert – ils ne le sont pas encore – autrement ils ne se seraient pas contentés de prendre la poudre d'escampette avec seulement l'argent de poche (on ne saura jamais à peu près combien) et deux portables du parlementaire contenant possible-ment ses petits secrets personnels et

Mais il y a plus intéressant, plus intrigant que ces pressions. En effet, la commission parlementaire avait écrit au bureau de la Chambre lui demandant d'exiger un dossier complet de la part du juge d'instruction Jean Wilner Morin. Apparemment et jusqu'à présent, selon les députés-commissaires, cette demande est restée «lettre morte» qui a déjà dépassé le délai de 15 jours accordé à la commission. Or le pouvoir de «ressusciter» les lettres, n'entre pas dans le cadre des attributs, attributions et pouvoirs des tribunaux. Les parents de Walky ont encore longtemps à attendre. Un autre



Les députés Levailant Louis-Jeune et Sorel Jacinthe

intimes.

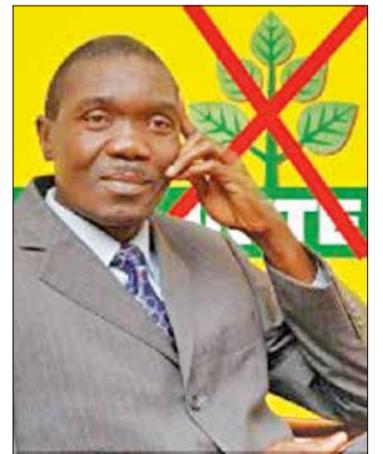
J'imagine que les deux bandits ont dû dire au député – comme dans la chanson de Guy Durosier – «la prochaine fois, faudra bien faire attention. Désolé cher monsieur, contravention». Enfin, non, pas contravention. La prochaine fois ce sera une zigouillade en bonne et due forme. Ni vu ni connu. Et sachez le bien: nous sommes affiliés au pouvoir zigouillard. Qu'on se rassure toutefois: Acklush a les couilles solides, des billes en acier chromé. «Au péril de sa vie», personne ne le *forcera à courber l'échine*, personne «ne le périra». La nation est prévenue, le monde des truands de Martelly, Youri, Lambert, Clifford Brandt est averti ! C'est peut-être là le message implicite du fringant, vaillant, pimpant, sémillant député Acklush.

On peut se rappeler le crapuleux assassinat du policier Walky Calixte le 17 avril 2012. Bien sûr, jusqu'à présent l'enquête «se pousseive». Entre-temps, la rumeur publique et les mauvaises langues ont montré du doigt les députés Rodriguez Séjour et Nzounaya Jean-Baptiste Bellange. La commission ad hoc chargée d'enquêter sur les agissements de leurs collègues a trouvé trop court le délai de 15 jours imparti pour «que la lumière soit», mais la lumière fuit encore. Mais alors, pourquoi un plus long délai ? «Que passe-t-il» comme ça ?

Il faut toutefois connaître là pour aller là. Le chef de file de ladite commission, également président de la commission Justice de la Chambre basse, Emmanuel Fritz Gérald Bourjolly, veut qu'on prenne le temps nécessaire «afin de faire un bon travail», a-t-il prétendu. Sans doute, la Justice ne doit pas jouer au lièvre, mais aller du train de la tortue incite à se demander «que passe-t-il» comme ça ? Il se passe que Bourjolly dénonce «des pressions de toutes parts qui seraient exercées sur la commission» qu'il dirige. Allez voir et savoir. Mais, il assure sur un ton acklushien: «Personne ne pourra influencer l'enquête».

feuilleton judiciaire pour faire passer le temps, laisser moisir les proches parents du policier défunt et innocenter Séjour et Bellange.

A la chambre des députés la menace d'un rififi mettant en danger la stabilité du pays est telle que Mme



L'ex-Sénateur Joseph Lambert

Pamela A. White, l'ambassadrice des Etats-Unis mais aussi la man-man poule du parlement, a cru bon de faire une énième «visite de courtoisie» chez les parlementaires. «Que passe-t-il» comme ça ? Apparemment elle aurait eu avec les parlementaires des échanges qualifiés de «fructueux» par le président de la chambre des députés Jean Tholbert Alexis devenu l'ennemi (presque) juré du ministre Théano qu'il avait foutu à la porte de l'enceinte parlementaire pour impertinences graves.

Madame White était venue, entre autres choses, souligner l'importance de la loi sur le blanchiment des capitaux, pour Haïti et ses partenaires internationaux, surtout les Etats-Unis. Elle a indiqué que ce projet de loi devrait favoriser de meilleurs rapports entre les banques et institutions financières haïtiennes et leurs partenaires étrangers. Mais voilà, on ne le savait pas. Ah si nous n'avions pas cette voix *Suite à la page (16)*



POTENTIAL VEGETAL
HERBS & VITAMINS

- Vitamins
- Herbs
- Supplements

ALL NATURAL

1358 Flatbush Avenue
(between Farragut & E. 26th St.)
Brooklyn, NY 11210

Toll Free: 855 **421-6030**
Local: 718 **421-6030**

www.PotentialVegetal.com



Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la
Communauté Haïtienne
à New York

Mrs. M. Menard
Certified Natural Health Professional (CNHP)
Holistic/Naturopathic Health Coach



- Kinesiology
- Iridology
- Body Balancing
- Ionic Foot Bath Therapy
- Nutritional Consultant

Increase your ENERGY & WELLNESS.
Your HEALTH is your WEALTH!

Evaluation by appointment only.

917.549.1875
www.mynsp.com/menard

Pandan grangou ak lamizè ap layite kò l, y ap mete peyizan deyò sou tè pou konstwi zòn franch



Pak endistriyèl Karakòl

Nan fen mwa Oktòb 2012 la, gouvènman ayisyen, gouvènman meriken ak Bank Enterameriken Devlopman (BID) te inogire yonn nan pi gwo pwojè rekonstriksyon yo te genyen depi tranblemanntè a. Se yon gwo pak endistriyèl ki tou pre vil kararol nan Nodès peyi a. Anvan menm pak la te kontwi, òganizasyon peyizan ak lòt kalte nan zòn nan te denonse, espas otorite yo chwazi pou mete pak endistriyèl Karakòl la. Paskè tè sa te konn pwodui anpil manje tankou, mayi, manyòk, banann, pwa... jouk rive 1,400 tòn metrik chak rekòt selon enfòmasyon nou rive jwenn.

Mete sou sa a, pou konstwi pak la, otorite yo te deplase 366 fanmi ki t ap travay sou tè kote pak la ye kounye a. E sa k pi di a, jis jounen jodi a, peyizan sa yo poko jwenn nouvo tè pou yo travay. Y ap plenyen paske otorite yo pa respekte pwomès yo. Nan koze sa, plis pase 2.500 moun viktim, paske nan 366 fanmi sa yo, genyen anviwon 2.500 moun. Gen lot viktim tou, anviwon 750 agrikiltè pèdi jounen travay yo depi lè Leta te pran ti moso tè yo t ap travay nan bitasyon chabè a.

Yon sityasyon, plizyè aktè nan mouvman sosyal ak popilè ayisyen

an denonse epi kritike. Carole Pierre Paul Jacob, ki t ap patisipe nan magazin 4 je kontre, abòde kesyon agrikiltè a, li kritike absans politik piblik sou agrikiltè peyi a. Lidè Mouvmant Peyizan Papay la (MPP), Chavannes Jn Baptiste denonse Leta ayisyen li di k ap konplote ak enperyalis lòt bò dlo pou dechèpiye tout richès peyi a genyen anba tè epi tou mete peyizan deyò sou tè yo pou mete zòn franch. Li te fè deklarasyon sa yo, nan okazyon 5èm kongrè MPP a ki te dewoule nan lokalite Papay soti 18 rive 22 mas pase a. N ap raple Mouvmant Peyizan Papay t ap fete 40 lane ekzistans li. Pwoblèm tè pou peyizan travay pako janm rezoud. Sityasyon sa a lakoz pwoblèm grangou a kontinye ap layite nan peyi a, sitou Leta pa ankadre peyizan pou pwodiksyon yo ka fèt. Politik depaman Leta lakoz anpil peyizan dekouraje ak travay latè ki se sèl mwayen pou yo ta sove tè yo anba mizè a.

N ap raple, se depi sou gouvènman René Preval pawòl pwodiksyon nasyonal la ap pale fò nan peyi a. Peyizan ki pa t gen tè toujou pa gen tè, sa k te gen yon ti mouchwa tè pa ka pwodwi sou li ak tout sekirite sa mande paske yo pa gen okenn akadremant.

Ayiti/Grangou ak lavichè : Popilasyon an lonje dwèt sou dirijan yo

Depi kòmansman lane 2013 la, prèske tout kote nan peyi a, popilasyon an ap plenyen pou denonse grangou ak lavichè yo di k ap vin pi rèd chak jou k ap pase. Menm Sant Nasyonal Sekirite Alimantè, (CNSA), pa kache enkyetid yo genyen parapò ak jan pri manje yo ap vale tèren. Nan yon bilten yo mete deyò, CNSA esplike, pandan twa (3) premye mwa ane 2013 la, yon fanmi te bezwen pou pi piti 486 goud chak jou pou manje sèlman. Yo kalkile lajan sa a, selon jan pri pwodui moun manje pi souvan yo (diri, pwa,

mayi, sik ak farin) ye sou mache a. Popilasyon an lonje dwèt sou dirijan yo !

Nan chèche konnen, kòman popilasyon an ap viv sityasyon sa a, Rezo Edikasyon Radyofonik SAKS la te fè yon virewon nan 2 mache piblik nan komin Pòtoprens ak Dèlma. Plizyè nan moun (machann ak achtè) ki te reponn kesyon rezo a, lonje dwèt sou dirijan yo, sitou prezidan Martelly yo di ki pa kenbe pwomès li yo.

Daprè kèk nan yo, si moun yo te vote yo te chita fè travay yo, peyi a pa

t ap nan sityasyon l twouve l jounen jodi a.

« Mamit diri tè nèg, tout sa pou w achte byen chè, pa gen travay, pa gen lajan nan peyi a, se pa pou sa nou te vote prezidan Martelly » se ak pawòl sa yo madan Jean, yon granmoun ki gen 50 lane konsa, k ap vann fèy te nan mache Salomon te kòmanse reponn kesyon rezo a sou sityasyon lavichè a.

Daprè granmoun fanm sa a, depi prezidan Martelly monte sou

Suite à la page (14)

Deklarasyon ansyen Senatè Louis Gerard Jules

Jou ki te 31 Avril 2013 la nan rezidans prive l ansyen Senatè lavalas Louis Gerard Jules te denonse pouvwa Martelly-Lamothe la k ap mannonen ak yon vag presyon pèsekisyon kont lidè Karismatik Pèp Ayisyen an: Dr. Jean Bertrand Aristid, Mas pèp lavalas la pa dakò pou okenn moun vin retire Mit Titid la nan tè yo, Se yon pèsanaj ki chwazi pa Pèp Ayisyen an sitou Mas devaforize a paske se Mas yo ki vle Dr Jean Bertrand Aristid Akonpaye yo nan Batay demokratik la, Li kontinye poul di, Se menm batay kou deta 91 lan, se menm batay kidnapinn 29 fevriye 2004 la & se menm batay kont konplo kap fèt kont Dr Jean Bertrand Aristid la kap kontinye. Poutan mit Dr. Aristid la toujou rete nan tè tout pèp Ayisyen an se sak fè pouvwa anplas la



Louis Gerard Jules

trouve lavalas toujou pi fò sou beton an & a nenpòt moman ta gen eleksyon: Lib, Onèt ak demokratik lavalas ap ranpòte pifò lamayòt elektoral la, Prezidan Aristid se yon mit li ye nan tè

tout pèp Ayisyen an, menm jan ak Kòmandan Hugo Chavez, Fidel Castro ak Mandela. Prezidan Aristid se yon mit enkonteste nan lespri tout pèp Ayisyen an & Pèp Ayisyen an rete soude kont Konvokasyon sa a & pèp la prè pou Akonpaye Titid depi Taba pou rive jis nan Kabinè enstriksyon an. Dr Jules kontinye poul di se yon konplo pou detwi Dr. Jean Bertrand Aristid, yo fè anpil manti sou li, men yo pa janm rive reyalize rèv, saa ki se detwil, yo bali 2 egzil deja, Tout tantativ konvokasyon yo fè, tankou rele Diktatè Jean Claude Duvalier ak Ex prezidan Preval nan tribinal tout se yon Blòf, se sou prezidan Jean Bertrand Aristid menm yo bezwen rive. Jean Dominique se te Zanmi nou, yon frè pou nou, Jean Do ak prezidan

Suite à la page (14)

Sen-Mak: Arestasyon administratè Meri a ak ajan Minisipal la

Lendi 22 Avril 2013 la, sou lòd Lajistis, Lapolis te pwosede a arestasyon administratè Lameri Sen-Mak la, Banel Archéou, ki t ap travay nan meri a depi 24 lane. Administratè a jwenn arestasyon l poutèt li ta detounen plizyè milyon goud pouvwa santral la te voye nan Sen-Mak nan lane 2010 aprè tranblemanntè a, pou peye lekòl pou timoun, ki te viktim yo, lajan kanaval 2013 ak lajan pou repare plas la. Pou konnye a administratè a fèmen nan prizon Sen-Mak la ap reflechi annatandan l al di Lajistis ki kote lajan sa yo pase.

Ansye majistra a, Baunars Charles li menm nan mawon, lajistis ap cache l kon chen fou.

Yon lòt kote, mèkredi 24 avril la, Lapolis arête yon ajan minisipal, Alton Clénord pouvwa kaletè la te nonmen pou al dirije meri Dedin lan. Alton Clénord te jwenn arestasyon l pandan l t ap prete sèman nan tribinal premye enstans Sen-mak la. Selon denonsyasyon yon sitwayen nan komin Dedin nan, Alton Clénord se yon kriminel k ap dirije baz 32, yon òganizasyon kriminel nan komin Dedin. Alton te patisipe

nan anpil zak kriminel nan lane 2004, li te boule kay peyizan yo, touye moun nan zòn nan. Lajistis te déjà rann yon jijman deyò do l pou zak kriminel sa yo, pandan l t al kache pou yo pa t mete kod nan kou l.

Jounen jodi a abitan Dedin yo sezi tandè se menm kriminel sa a pouvwa kaletè Martelly-Lamothe la, ki pa sispann fè peyi a fè bak nan tout domèn, ki nonmen yon kriminel pou vin dirije meri a. Se poutèt sa, kèk sitwayen Dedin te pran responsabilté

Suite à la page (14)

RADIO PÈP KOMINIKASYON
MONDAY-FRIDAY 7A.M.- 1A.M.
WLQY 1320 AM

RADIO PIMAN BOUK
SUNDAY 8 A.M. - 10:30 A.M.
WLQY 1320 AM

NOUVELLES POLITIQUE
ANALYSE MUSIQUE
EDUCATION PUBLICITÉ
TALK SHOW

(786) 487-7870
MANDE POU VOLTAIRE

KAPTE BOUKAN

101.9 FM • SCA
Radyo Pa Nou
Emisyon KAKOLA
Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti

- Nouvèl •
- Analiz •
- Kòmantè •
- Deba •

Pou yon Ayiti Libere
(917) 251-6057
www.RadyoPaNou.com
Mèkredi 9-10 pm

OPTIMUM Inter
93.1 FM SCA

Radio Optimum - 93.1 sca
La direction et le personnel de la Radio Optimum remercient chaleureusement leur audience et annoncent à tous ceux qui ont perdu leur contact que depuis plus de deux ans, la Radio Optimum travaille quotidiennement sur la fréquence de 93.1 sca.

Vous avez aussi la possibilité de la capter sur le site www.radio-optimum.com et bientôt sur www.radiooptimuminter.com
Captez chaque jour, à toutes les heures le 93.1 sca.

Maison à vendre

A Bon Repos, Haiti
Impasse Josaphat
Sur ¼ carreau cloturé,
mais mur lézardé,
Comprenant :

- 5 chambres à coucher dont 2 en bas, 3 en haut sans mosaïques
- 5 toilettes - 2 chambres indépendantes pour serviteur et servante
- arbres fruitiers (cocoyer - mangues)

Prix \$150.000,00
Pour information sonnez le 305-788-4295

Joel H. Poliard
M.D., M.P.H.

Family and Community
Medicine
Public health and Pediatrics

5000 N.E. Second Ave,
Miami FL, 33137
tel. (305) 751-1105

Expulsions forcées : L'Administration Martelly-Lamothe sur la sellette !

Par Francklyn B. Geffrard

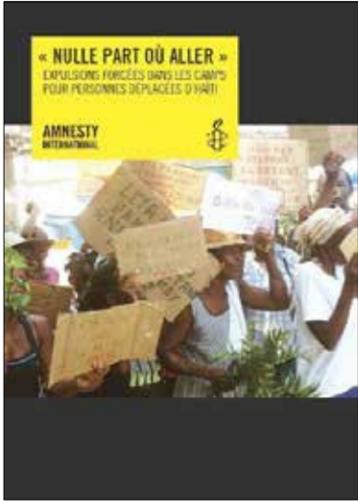
L'organisation de défense des droits humains, Amnesty International, rend le régime Martelly-Lamothe responsable des expulsions forcées dans des camps pour personnes déplacées d'Haïti. Des milliers de gens ont improvisé des abris de fortune dans des camps après le tremblement de terre du 12 janvier 2011. Dans un rapport de cinquante-deux (52) pages intitulé «NULLE PART OÙ ALLER» rendu public le 23 avril 2013 lors d'une conférence de presse, Amnesty International a notamment critiqué la façon dont les expulsions des déplacés ont eu lieu. Selon le rapport de l'organisation, ces expulsions ont été faites avec brutalité et par la force. Amnesty International estime que les opérations de déguerpissement violent sont condamnées non seulement par les lois haïtiennes mais aussi par les conventions et traités internationaux ratifiés par Haïti. L'organisation appelle le gouvernement haïtien à stopper les expulsions forcées dans les camps de déplacés qui violent, dit-elle, les droits des haïtiens.

Dans son rapport, l'organisation de défense des droits humains déplore que le régime ait préféré déloger par la force les réfugiés des camps au lieu de les reloger dignement comme promis. Amnesty International a également regretté le fait que l'État haïtien n'ait pas pris de mesures adéquates pour protéger les déplacés qui vivent dans des conditions exécrables dans les camps. Elle a souligné que les expulsions se font en général par la force. Selon Chiara Liquori, chercheuse à Amnesty International, dans certains cas, des policiers ayant pris part aux expulsions ont fait usage de leur arme à feu lors des interventions pour contraindre les réfugiés à quitter les camps. « Selon les derniers chiffres fournis par l'Organisation Internationale pour la Migration (OIM) portant sur la situation en mars 2013, cités par Amnesty International, 16 mille 104 familles avaient été expulsées de force des terrains publics ou privés qu'elles occupaient, sans qu'elles puissent avoir accès à un recours ni aucune autre solution de relogement leur soit proposée. » L'OIM a fait remarquer que pour la même période, plus de vingt-et-un mille (21.000) familles étaient menacées d'expulsions forcées par des particuliers ou par les autorités.



Selon Amnistie internationale, près de 1000 Haïtiens ont été expulsés manu militari de leurs abris de fortune au cours des trois premiers mois de 2013. Photo : Dieu Nalio Chery - Associated Press

Le document d'Amnesty International est un rapport de trois missions d'enquête conduites en Haïti en septembre 2011, en mai et juillet 2012



Dans un rapport de cinquante-deux (52) pages intitulé «NULLE PART OÙ ALLER» rendu public le 23 avril 2013 lors d'une conférence de presse, Amnesty International a notamment critiqué la façon dont les expulsions des déplacés ont eu lieu.

sur les expulsions forcées et autres violations des droits humains commises dans les camps des déplacés. Dans ce rapport, l'organisation déplore que ses démarches en vue de rencontrer les autorités haïtiennes se soient révélées vaines. « Amnesty International a écrit au président de la République, Michel Martelly, au Premier ministre, Laurent Lamothe, à l'Office du Protecteur du Citoyen, au Maire de Port-au-Prince et celui de Delmas, demandant à les rencontrer. Cependant ces demandes ont été tout bonnement déclinées ou restées sans réponse, souligne Amnesty International dans son document.

Parallèlement, le rapport met en évidence les lacunes de la législation haïtienne en ce qui a trait aux expulsions forcées. Cette législation n'offre donc aucun recours aux victimes. Selon Amnesty International, « les normes internationales régissant le droit au logement ne transparaissent pas comme elles le devraient dans le droit haïtien ni dans les pratiques du pays. Les juges appliquent rarement les dispositions découlant des engagements internationaux d'Haïti lorsque les droits civils, politiques, économiques, sociaux ou culturels des personnes sont en jeu. » Elle a fait remarquer dans son rapport que la législation « n'interdit

pas explicitement les expulsions forcées. Elle n'énonce pas de garanties suffisantes en cas d'expulsion, tout

ONA: Corruption-révocation illégale!

Par Yves Pierre-Louis

Depuis l'arrivée du tandem Martelly-Lamothe à la tête de l'Administration des affaires de l'Etat d'Haïti, la corruption est devenue monnaie courante. Le pays recule dans tous les domaines : politique, économique et social. La corruption, le gaspillage des ressources de l'Etat, la gabegie administrative, les révocations illégales et arbitraires et l'incompétence constituent le talon d'Achille du gouvernement Martelly-Lamothe. Au Palais national, à la Primature, aux ministères et aux organismes déconcentrés de l'Etat la corruption active fait rage et elle a des conséquences très négatives sur la situation économique et sociale de la population. Des scandales de corruption ont éclaté partout dans l'administration Martelly-Lamothe, La dernière en date, c'était à l'Office National d'Assurances-Vieillesse (ONA), une institution chargée de gérer les cotisations des travailleurs du secteur privé haïtien, dont sa mission première est d'assurer la protection sociale de ces derniers, réglementés par le Code du travail.

Cette institution a à sa tête, comme directeur général, monsieur Bernard Degraff depuis plus d'un an. Des accusations de corruption, de gabegie administrative, de révocation illégale et arbitraire, de transferts inappropriés des employés soulèvent des protestations qui ont obligé le président de la Commission des Affaires sociales du Sénat de la République, le sénateur, Maxime Roumer à inviter le ministre des Affaires sociales et du Travail, Charles Jean-Jacques à se faire accompagner du directeur général de l'ONA, Bernard Degraff. Après plusieurs reports, il n'y a pas de route par les bois, finalement, il s'est présenté au Sénat ce lundi 29 avril 2013 pour répondre aux questions des Honorables relatives aux accusations. La situation était très difficile pour Bernard Degraff et son conseiller spécial, Jean Robert Simonise au Parlement, après l'intervention chiffrée du sénateur John Joël Joseph et l'incursion d'un groupe d'employés révoqués illégalement par ces deux responsables de l'ONA. Malgré tous les dispositifs de sécurité au Sénat, la situation tournait au vinaigre.

L'intervention du sénateur John Joël Joseph a attiré l'attention de ses collègues, quand il a relaté un ensemble d'actes de corruption, de gabegie administrative et de révo-

cations injustifiées. Selon John Joël Joseph, le directeur général de l'ONA a augmenté son salaire et celui de son conseiller, Jean-Robert Simonise de manière exorbitante. Son salaire mensuel est passé de 152 mille gourdes à 472 mille gourdes, celui de son conseiller est passé de 190 mille gourdes à 351,270 gourdes. Ces émoluments dépassent largement les appointements du président de la République. Le directeur général de l'ONA en question a fait l'acquisition de 3 Toyota Prado à raison de 76 mille dollars US chacun pour lui, son adjoint et son conseiller, à titre privé et circulent avec des plaques d'immatriculation privées. Il a payé 32 mille dollars



Le président de la Commission des Affaires sociales du Sénat, le sénateur Maxime Roumer

US pour les faire blinder. Il a acheté 40 autres véhicules avec l'argent de l'ONA pour les employés qui lui sont proches et ces véhicules ne portent pas les plaques de service de l'Etat, mais des plaques privées. Il a acheté une ancienne maison sans appel d'offre pour l'ONA à Pétion-ville pour la somme rondelette de 2 millions 500 dollars US et les frais de réparation coûtent 1 million de dollars US.

Le pire c'est que le ministre de tutelle, Charles Jean-Jacques a fait savoir aux sénateurs qu'il n'était pas au courant de ces transactions frauduleuses et dans les rapports qu'il lui a remis, mention n'a jamais été faite de ces achats. Donc ces messieurs dirigent l'ONA comme leurs biens propres et font ce qu'ils veulent avec les cotisations des travailleurs qui n'ont pas accès facile aux leurs.

Les employés révoqués de leur côté ont manifesté à l'intérieur du Parlement, pancartes en mains pour exiger l'arrestation et la révocation de monsieur Bernard Degraff : « Arrêtez

Degraff », criaient-ils. Certains d'entre eux sont même arrivés à l'agresser physiquement et même le gifler à la sortie du palais législatif.

Le sénateur Pierre Francky Exius propose la mise à pied du directeur général de l'ONA, pour corruption et détournement du fonds de l'Etat. Cette proposition a été supportée par plusieurs de ses collègues dont le président de la commission, Maxime Roumer.

La corruption constitue la toile de fond de l'administration Martelly-Lamothe ; alors que les professeurs d'école publiques, les paysans et les habitants de différentes régions du pays, les petits commerçants ne cessent de manifester pour exiger le paiement de plusieurs mois arriérés de salaire, de l'eau et de l'engrais pour augmenter leur production agricole, la construction d'infrastructures routières et des marchés publics. Cette situation a déjà soulevé la colère de plus d'un.

Des citoyens ont porté plainte contre des membres de la famille présidentielle. Le Premier ministre Laurent Lamothe fait l'objet de scandale de corruption tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Le conseiller-cousin du président Michel Martelly, Richard Morse et la ministre de l'Economie et des Finances, Marie Carmelle Jean-Marie ont remis leur démission pour cause de corruption flagrante.



Le directeur général de l'ONA, Bernard Degraff.

Face à cette situation, un groupe de citoyens avisés a déjà pris l'initiative de mettre en circulation une pétition intitulée « Pour stopper les dérives », par laquelle il a avisé les parlementaires d'assumer leurs pleines et entières responsabilités en interpellant le Premier ministre et afin d'engager la procédure de mise en accusation du président Martelly pour que justice soit rendue.

particulièrement dans le cas où des personnes vivent sur des terres appartenant à l'État dont elles ne sont pas propriétaires ; ne prévoit pas de véritable consultation des habitants avant l'expulsion. Toujours selon Amnesty International la législation haïtienne ne prévoit pas de préavis adapté et raisonnable en cas d'expulsion de terrains appartenant à l'État ; n'exige pas que les personnes procédant à l'expulsion ou les agents de l'État présents lors de l'expulsion s'identifient, bien que cela soit parfois le cas en pratique ; elle n'interdit pas les expulsions par mauvais temps ou de nuit. » Les considérations de Amnesty International confirment que l'Etat haïtien, loin de protéger ses citoyens, joue plutôt un rôle prédateur de leurs droits. C'est un Etat qui utilise des individus venus de nulle part pour abuser et exploiter sauvagement leurs concitoyens.

Le 12 Janvier 2010, un puissant séisme de magnitude 7 sur l'échelle de Richter frappe le pays. Selon les chiffres officiels, environ 300 mille personnes ont péri dans la catastrophe et plus de 1.5 million sont jetées à la rue. Les dégâts matériels sont tout aussi considérables. Plus de 300 mille maisons

ont été détruites par la catastrophe. Les survivants des zones dévastées se retrouvent sans abri et ne savent où aller. Elles ont tout perdu. Après avoir passé plusieurs jours à dormir à la belle étoile et à même le sol sur des places publiques et des terrains vagues, beaucoup d'entre eux ont trouvé refuge sous des tentes. La catastrophe a surpris un Etat extrêmement faible et fragile avec des infrastructures désuètes qui n'offrent aucune résistance. L'un des impacts les plus dramatiques du cataclysme se situait certainement au niveau du logement. Plus de 1.5 millions d'individus sans-abri viennent s'ajouter sur un nombre incalculable d'autres qui ne pouvaient pas se loger décemment. La crise s'aggrave, d'autant que plus de trois ans après la catastrophe, le pays ne s'est pas toujours engagé résolument dans une dynamique de reconstruction. Pourvoir aux besoins en logement de la population ne semble pas être une priorité de l'Etat.

Cependant, lors de sa campagne électorale pour la présidence d'Haïti, Michel Martelly avait promis trente mille (30.000) maisons aux sinistrés du 12 Janvier 2010. Il avait fait savoir que c'est l'administration Préval/Belle-

rive qui empêchait l'acheminement et l'installation en Haïti de ces maisons préfabriquées commandées à l'étranger. Deux ans après, l'Administration Martelly n'est toujours pas en mesure de construire ces maisons. Les victimes de la catastrophe du 12 janvier n'ont toujours pas vu ces maisons. Le bateau qui devait les amener en Haïti a-t-il coulé ? S'agissait-il de simples propagandes électorales ? Ce sont ces mêmes autorités qui promettent ce qu'elles ne peuvent pas donner et qui, aujourd'hui chassent les personnes déplacées des camps de fortune. Quel est en fait la nature de cet Etat ?

Grâce à un financement du Canada, plusieurs centaines de milliers de sans-abri ont quitté les tentes de la honte et de l'indignité. Ils avaient reçu chacun une somme de vingt (20) mille gourdes soit \$500 us pour trouver où se loger. Mais ce qui est certain, bon nombre d'entre eux sont allés grossir les rangs des bidonvilles en érigeant des abris de fortune. Certains ont été relogés dans de maisonnettes construites par l'Etat haïtien et des organisations non-gouvernementales (ONG) au Morne-à-Cabris, à Oranger, (Suite à la page 16)

Le Sénateur Moïse Jean-Charles acclamé au Brésil et en Argentine

Par Kim Ives

« Il est scandaleux que le Brésil et l'Argentine fassent le sale boulot de Washington en Haïti. Les contingents militaires brésiliens et argentins n'aident pas Haïti. Ils ne font que défendre les intérêts impérialistes des Etats-Unis. »

Tel était le message que le sénateur Moïse Jean-Charles transmettait à des autorités gouvernementales, des sénateurs, des députés, des étudiants, des syndicalistes, et au grand public, durant une tournée de 10 jours à travers le Brésil et l'Argentine, du 15 au 24 avril.

Le but de la visite de Moïse était d'élever le niveau de sensibilisation à propos de l'occupation militaire continue d'Haïti par les troupes de ladite Mission des Nations unies pour stabiliser Haïti ou MINUSTAH et de faire campagne contre elle. Le 1er juin marquera le 9e anniversaire du déploiement de la MINUSTAH en Haïti, en violation flagrante de la Charte des Nations unies et de la Constitution haïtienne. Une importante conférence et manifestation pour demander le retrait immédiat de la MINUSTAH se tiendra en Haïti à cette date, avec des participants venant de toute l'Amérique latine et de l'Amérique du Nord.

Des généraux brésiliens ont été à la tête de la MINUSTAH depuis sa création à la suite du coup d'Etat du 29 février 2004 contre le président Jean-Bertrand Aristide, et les soldats brésiliens en constituent le plus gros contingent, environ 2.200 d'une force totalisant 9.000 membres. Environ 600 soldats argentins en font partie. Le sénateur Moïse Jean-Charles s'est rendu à Sao Paulo, au Brésil le

14 avril, à l'invitation d'un comité dénommé « Défendre Haïti c'est nous défendre nous-mêmes », mis sur pied à l'initiative du courant dissident *Trabalho* du Parti des travailleurs brésilien au pouvoir (PT).

Le 15 avril, il s'est envolé pour la ville de Juiz de Fora, où il a rencontré le maire, les législateurs locaux, le Syndicat des enseignants, le Syndicat des travailleurs des transports, le Mouvement des Noirs de la ville, et le grand public. Le plus fort contingent des soldats brésiliens vient de Juiz de Fora, qui est situé à environ 140 km au nord de Rio de Janeiro.

Le conseiller municipal Robert Cupolillo (PT) a invité Moïse à titre de principal conférencier lors d'une séance en audience publique tenue le 15 avril. Le sénateur Moïse a expliqué que le Président Martelly a été élu frauduleusement lors d'une élection appuyée par les Etats-Unis et a empêché la tenue d'élections législatives pour renouveler un tiers du Sénat haïtien. « Si les choses continuent de ce train, nous finirons sans sénateurs en Haïti », a déclaré Moïse.

A son invitation, le conseil de la ville de Juiz de Fora a été d'accord pour envoyer une délégation à la Conférence continentale pour le retrait d'Haïti des troupes de la MINUSTAH en Haïti, qui se tiendra à Port-au-Prince le 1er juin.

La visite du sénateur Moïse à Juiz de Fora a été favorablement couverte par un rapport détaillé de nouvelles sur Globo, le plus grand réseau de télévision du Brésil. « Je suis opposé à l'occupation militaire d'Haïti par des soldats de l'ONU et brésiliens, parce que je suis un Haïtien nationaliste », a-t-il déclaré au réseau.

Tard dans la journée du 15 avril, le sénateur s'est rendu à Rio de Janeiro,



« Les troupes de l'ONU ne permettent de résoudre aucun des problèmes auxquels font face les Haïtiens », a déclaré le sénateur Moïse le 18 avril 2013 à la grande rencontre publique à l'Assemblée Législative à Sao Paulo

d'où il s'est envolé pour Brasilia, capitale du Brésil. Dans la matinée du 16 avril, il a rencontré plus de 200 élèves du secondaire dans l'auditorium rempli à capacité du Centre d'enseignement No 3 de la ville de Gama, une banlieue ouvrière de Brasilia.

Le seul étudiant haïtien à l'Université de Brasilia, Vogly Pogon, a traduit en portugais les propos du sénateur Moïse aux étudiants qui ont montré une attention soutenue pendant plus de deux heures. « 95% de la population haïtienne sont contre l'occupation », a dit Moïse aux étudiants. « Quand les gens en Haïti entendent parler des soldats de l'ONU violant de jeunes Haïtiens, ils se mettent en colère. Ils ont entendu parler d'un autre jeune haïtien qui a été retrouvé pendu sur la base de l'ONU au Cap-Haïtien. Mais si dans un quartier se manifeste une certaine insécurité et qu'on fait appel à la MINUSTAH, les soldats disent que cela ne les concerne pas et jamais ils ne se manifesteront. Mais lorsque le peuple haïtien se met debout parce qu'il a faim, la MINUSTAH se présente pour lui tomber dessus avec des matraques et pour lui lancer des gaz lacrymogènes. »

Au moment de la clôture de la réunion, les étudiants scandaient « Soberania, tem que existir, retirar tropas do Haiti! » (La souveraineté doit prévaloir, retirez les troupes d'Haïti!).

Plus tard, dans l'après-midi, le sénateur Moïse a rencontré le Comité des Relations extérieures de la Chambre des députés à Brasilia. Quatre députés, le président du Comité Nelson Pellegrino et Fernando Ferro, les deux du PT, ainsi que Luiza Erundina et José Stédile, tous deux du Parti socialiste brésilien (PSB), ont eu une rencontre cordiale de plus de 90 minutes avec le sénateur, qui a souligné, comme il l'a fait à d'autres réunions, que le Sénat haïtien en 2011 avait voté à l'unanimité la résolution demandant à la MINUSTAH de se retirer d'Haïti en Octobre 2012 au plus tard. Cette résolution a été ignorée de façon flagrante par l'ONU.

Puis, plus tard dans la soirée du

16 avril, le sénateur Moïse a rencontré pendant presque deux heures des étudiants de l'Université de Brasilia, qui lui ont posé beaucoup de questions. « Tout le monde sait que le Brésil est à la tête de l'occupation militaire de l'ONU en Haïti », a-t-il dit en réponse

vaillours (CUT), la plus grande confédération syndicale du Brésil. Beaucoup de syndicalistes et de dirigeants de mouvements populaires ont assisté à la réunion, y compris Ismael Cesar, un chef de file de la Confédération des mouvements sociaux (CMS). Il a appelé le public à « défendre la souveraineté nationale du peuple haïtien » et a proposé d'envoyer « une importante délégation de Brasilia à la Conférence à Port-au-Prince ».

Le 18 avril, le sénateur Moïse est allé au ministère des Affaires étrangères brésilien pour rencontrer Nelson Tabajara de Oliveira, le directeur du Département pour l'Amérique centrale et les Caraïbes. Là, il a eu une rencontre cordiale de 45 minutes où il a présenté ses points de discussion essentiels. Au Directeur Tabajara, il a dit : « Au lieu de dépenser quelque 900 millions de dollars par an pour la MINUSTAH, j'ai proposé que la communauté internationale donne à Haïti environ 50 millions de dollars afin de mieux former et équiper la police. On peut dépenser le reste de l'argent pour les soins de santé, les écoles, et l'agriculture. C'est une perte terrible et une grande injustice que de dépenser autant d'argent pour entretenir une force que le peuple haïtien rejette de façon unanime ».

Plus tard, ce jour-là, le sénateur Moïse s'est rendu à Sao Paulo, la plus grande ville en Amérique latine, avec quelque 17 millions d'habitants. Là, il est allé directement à la Chambre des représentants de l'Etat de São Paulo, où il a été introduit auprès de nombreux parlementaires locaux et a été interviewé par deux programmes différents à la télévision.

Ce soir-là, il y avait une grande assistance à l'auditorium du bâtiment législatif de l'Etat. Quelque 300 personnes s'étaient entassées pour une rencontre publique présidée par le député de l'Etat Adriano Diogo (PT). Parmi les dirigeants syndicaux et politiques qui ont partagé le podium avec



Le 18 avril 2013, le sénateur Moïse Jean-Charles adresse une grande rencontre publique à l'Assemblée Législative à Sao Paulo

à une question. « Mais qui gagne les gros sous en Haïti? Les Américains. Qui donne les ordres? Les Américains. Ce jeu de bluff doit cesser. »

Le 17 avril, le sénateur Moïse a rencontré à Brasilia la Commission du Sénat brésilien des Droits de l'Homme, dirigée par la sénatrice Ana Rita (PT), qui est également présidente de la Commission du Sénat traitant des Affaires internationales. En collaboration avec deux autres sénateurs du Parti des travailleurs, Eduardo Suplicy et Paulo Paim, la sénatrice Rita s'est engagée à faire un effort pour envoyer un représentant à la Conférence du 1er juin en Haïti.

Lors d'une réunion plus tard dans la journée, le sénateur haïtien s'est adressé à la section de Brasilia de la Centrale unifiée des tra-

le sénateur Moïse figuraient Julio Turra (CUT), Milton Barbosa (MNU, Mouvement Unifié Noir), Marcelo Buzzeto (MST, Mouvement des Sans Terre), Joelson Sousa (Jeunesse révolutionnaire), Juliana Cardoso (conseillère municipale PT), Catia Silva (Parti des travailleurs, Comité pour combattre le racisme) et Barbara Corrales (courant politique O Trabalho du PT). « Si la MINUSTAH est en train d'aider, comme les gouvernements et les Nations unies le disent, alors, pourquoi y a-t-il 5000 réfugiés haïtiens à Acre (un état du nord du Brésil)? », demanda Corrales.

« Les troupes de l'ONU ne permettent de résoudre aucun des problèmes auxquels font face les Haïtiens », a déclaré le sénateur Moïse

Suite à la page (14)

Lettre ouverte au président Jean-Bertrand Aristide !

Par André Charlier

Cher Président Titid
Je vous écris aujourd'hui pour vous rappeler une évidence : « vous ne pourrez pas quitter la politique, que vous le vouliez ou non ». Vos ennemis qui sont peu nombreux mais puissants et acharnés, vous en empêcheront par leurs magouilles, leurs calomnies, leurs complots, leurs persécutions, peut-être même leurs agressions toujours possibles. Car vous êtes, *volens nolens*, un leader populaire, le seul que nous ayons, et cela, la bourgeoisie patripoche, la petite-bourgeoisie comoquielle, les traîtres et les *tyoul* de tous bords, blancs, mulâtres et noirs, ne vous le pardonnent pas et ne vous le pardonneront jamais, comme ils n'ont jamais pardonné à Salnave (fusillé sur les ruines du palais après avoir été contraint d'assister à l'exécution de ses amis les plus chers), à Fignolé (qui passa tout le règne des Duvalier en exil, et ne revint au pays que pour y mourir), ou à Goman (disparu dans les mornes où il menait la lutte), pour ne citer que ceux-là.

Que vous le vouliez ou non, que cela vous plaise ou non, vous incarnez, Monsieur le Président, les aspirations les plus profondes de notre peuple de crève-la-faim. Vous incarnez son espoir d'un mieux-être, d'un avenir radieux, le sentier lumineux qui le conduira inmanquablement d'une misère sans nom à une pauvreté digne, l'espoir que ses enfants iront à l'école, que ses jeunes filles

et ses jeunes hommes ne seront plus forcés de vendre leur corps, que nos chômeurs trouveront du travail, que nos techniciens ne seront plus forcés de s'exiler, l'espoir que notre peuple pourra vivre debout au lieu de mourir à genoux, l'espoir tout court, enfin !

Comment les puissants et les riches, nationaux et internationaux, ceux qui veulent étouffer l'Artibonite pour vendre chez nous leur riz, ceux qui veulent tuer nos volailles pour nous submerger d'ailes de *poul mouri* sans saveur, ceux qui veulent que nous ne soyons qu'un réservoir de main-d'oeuvre à bon marché, ceux qui sont, pour tout dire, les représentants attirés de Satan sur notre Terre, pourraient-ils vous pardonner cet espoir que vous incarnez ?

La bourgeoisie patripoche et la petite-bourgeoisie comoquielle savent qu'elles sont assises sur une bombe atomique dont vous êtes, cher Titid, le détonateur possible. Pour cela, elle vous en veut à mort, littéralement à mort. *Cette haine, Titid, il vous faudra l'endurer toute votre vie*, à moins que les oppresseurs et leurs laquais ne soient balayés par l'explosion de la bombe atomique populaire. Ce qui est fort possible...

Nul n'échappe à son Destin, Monsieur le Président. Le vôtre fut tracé le jour où vous fûtes ordonné. Maintenant il vous faut le vivre. **Il vous faut porter votre croix.** Elle est certes passablement lourde. Mais vous pouvez, si vous voulez...

Semper tuus frater,
André

ONA: Senate Uncovers Stupefying Corruption



ONA's Director General Bernard Degraff stands accused illegally hiking his salary, buying private vehicles, and firing employees

By Yves Pierre-Louis

Since President Michel Martelly's accession to power two years ago, corruption has become the hallmark of his regime. The State's entire administration is in decline, marred by bribery, waste, mismanagement, illegal and arbitrary dismissals, and incompetence.

The latest corruption scandal to erupt is in the National Insurance Office for the Elderly (ONA), Haiti's social security institution which is supposed to manage the contributions of Haitian workers in the private sector to ensure their welfare as regulated by the Labor Code.

This institution has been headed by Director General Bernard Degraff for over a year. Persistent accusations of corruption, mismanagement, illegal firings, and inappropriate employee transfers forced Senator Maxime Roumer, the President of the Senate's Social Affairs Committee, to summon for a questioning Charles Jean-Jacques, the Minister of Social Affairs and Labor, as well as Degraff. After several postponements, finally the hearing took place in the Senate on Apr. 29.

The hearing became very difficult for Bernard Degraff and his Special Advisor, Jean Robert Simonise.

Sen. John Joel Joseph outlined the wholesale corruption, mismanagement, and wrongful dismissals his investigations have uncovered. He charged that Degraff has unilaterally increased his own monthly salary from 152,000 gourdes (\$3,576) to 472,000 gourdes (\$11,104) and that of Simonise from 190,000 gourdes (\$4,470) to 351,270 gourdes (\$8,264). These salaries far exceed that of the President of the Republic.

Degraff also bought three Toyota Prado SUVs at \$76,000 each, one for him, one for his assistant, and one for an advisor, which are registered and plated as private cars, not state vehicles. Degraff also

paid \$32,000 to make the vehicles bullet-proof.

He bought another 40 vehicles with ONA money for employees who are close to him and those vehicles also do not bear State plates, but are private registered.

Furthermore, Degraff bought an old house for ONA in Pétionville, without any bidding, for a whopping \$ 2.5 million and then paid another \$1 million to repair it.

The worst is Minister Charles Jean-Jacques claimed that he was unaware of these fraudulent transactions, and in reports he submitted to the Parliament, there was no mention of these purchases.

Meanwhile, former ONA employees who had been wrongly fired managed to get into the Parliament, and, with placards in hand, they called for the dismissal and arrest of Degraff. Some of the demonstrators even managed to slap Degraff as he left the Legislative Palace.

Sen. Pierre Francky Exius proposed firing Degraff for corruption and embezzlement of state funds. This proposal was supported by several of his colleagues, including the Commission's president, Sen. Roumer.

Meanwhile, public school teachers continue to demonstrate for payment of several months of back wages, farmers are demanding water and fertilizer to increase their agricultural production, and people around the nation are demanding the construction of roads and public markets. Such corruption only adds fuel to the fires of demonstrations burning everywhere.

Already, Martelly's close advisor and cousin, hotelier and musician Richard Morse and Minister of Economy and Finance, Marie Carmelle Jean-Marie have resigned because of blatant corruption. Now, a group of citizens has started a petition entitled "Stop the abuses," which seeks to challenge parliamentarians to start impeachment proceedings against President Martelly.

Despite Losing \$1 Billion in Iraq, DynCorp Given Haiti Troop Contract

By the Center for Economic and Policy Research (CEPR)

This article reveals how Washington is still investing in Haiti's military occupation, not winding it down. HL

In an Apr. 9 press release, DynCorp International announced that the U.S. State Department's Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs (INL) had awarded the company with a \$48.6 million contract. The purpose of the contract is to "recruit and support up to 100 UNPOL and 10 U.N. Corrections Advisors. DI will also provide logistics support to the Haitian National Police (HNP) Academy and each academy class. In addition, DI will supply five high-level French and Haitian Creole speaking subject matter experts to advise senior HNP officials."

The contract was actually awarded to DynCorp a year ago, and the first funding through the award was given to DynCorp in November 2012 in the amount of \$12.9 million. DynCorp is one of the largest government contractors, receiving well over \$3 billion in 2012.

As the company points out, its previous work in Haiti began in 2008 and involved the training of over 400 police officers. That work, part of the Haiti Stabilization Initiative, also entailed increasing the size of the U.N. military base in Cite Soleil. DynCorp, which continues to receive funds through that task order, has received over \$23 million since 2008 for its work in Haiti.

One of the primary tasks of the U.N. military mission in Haiti (MINUSTAH) is to recruit and train members for the Haitian National Police, so that they could eventually take over for the foreign troops. With this latest contract, DynCorp has gone from training police to take over for MINUSTAH, to simply supplying troops directly to MINUSTAH.

But the awarding of the contract to DynCorp is also problematic



DynCorp has gone from training police to take over for MINUSTAH, to simply supplying troops directly to MINUSTAH

given the company's terrible track record in the same exact program areas where they will now operate in Haiti.

In Bosnia in the late 1990s, DynCorp was contracted by the State Department to provide "peacekeepers" for the UN police there, just as in Haiti now. One employee, Kathryn Bolkovac, was eventually fired after blowing the whistle to her superiors at DynCorp on the participation of her colleagues in sex trafficking, among other abuses. The case was the basis for the 2011 Hollywood movie, *The Whistleblower*.

Unfortunately, these types of abuses have been all too common in Haiti since the arrival of UN troops in 2004. And similar to the situation in Bosnia, there have been only sporadic and piecemeal efforts to hold those responsible, accountable.

Additionally, DynCorp has a history of waste, fraud and abuse, including under U.S. government contracts to provide police training in Afghanistan and Iraq, similar to their program in Haiti. In 2010, the Special Inspector General for Iraq Reconstruction issued a report which found that the State Department and DynCorp could not account for \$1 billion dollars spent training the Iraq police. At the time, Senator Claire McCaskill (D-MO) said "[INL has] been managing this contract in Iraq since 2004 and, according to this report, they have no idea where any of the money went... What's even worse is that these are the same people responsible for police training in Afghanistan, so I don't have any confidence that they're doing a better job there."

Sure enough, in 2011 DynCorp was slammed by a joint audit from the State Department and Defense Department over their work training the Afghan police. It wasn't the first time. Also in 2011, according to the Project on Government Oversight's Contractor Misconduct Database, DynCorp paid \$7.7 million to settle a False Claims Act lawsuit after a whistleblower alleged that the company had inflated claims under a "contract with the State Department to provide civilian police training in Iraq."

RADIO PA NOU

1685 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

67 KHz

www.radyopanou.com

Depuis 2002

- Nouvelles
- Analyse
- Publicité

Fondateur: Jude Joseph

Bureau:

(718) 940- 3861

Studio:

(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992
(718) 469- 8511

GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

CHERY'S BROKERAGE



Radio Soleil d'Haiti

Nouvelles • Opinion
Analyse • Musique

www.radiosoleil.com

1622 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

(718) 693-1025
(718) 693-5100
(718) 693-7806

AGRÉABLE SOIRÉE DE SOLID



Le groupe Rétro Band



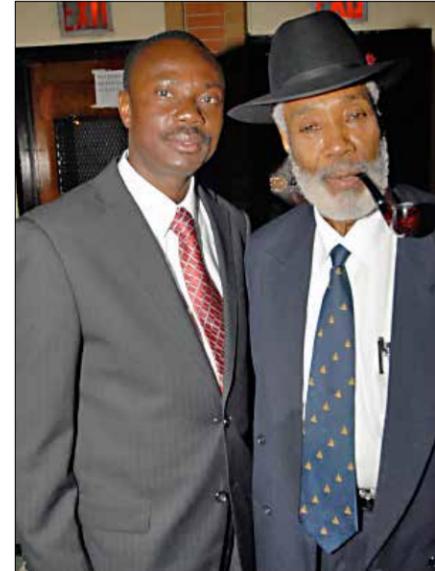
Unis au même et bel élan de maintenir une tradition de se retrouver dans une chaleureuse ambiance de fête et de rythmes



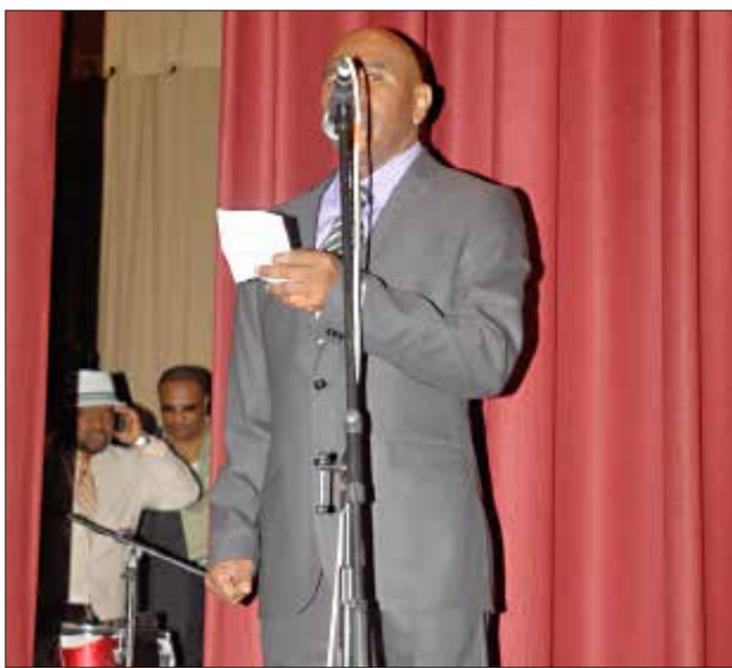
Moïse Jean-Charles adressant le public



Edmond Bertin sur les rythmes du Rétro Band



Le Sénateur Moïse et le journaliste Pierre L. Florestal



Le maître de cérémonie Jackson Rateau

Par Frantz Latour

Une autre fois, la solidarité était au rendez-vous. La communauté haïtienne de New York était venue montrer son attachement à la cause progressiste que défend Haïti Liberté. Ce n'était pas seulement les Haïtiens de New York, mais aussi des compatriotes du New Jersey, de Boston, de la Floride, du Canada et aussi d'Haïti ; tous unis dans un même et bel élan de maintenir une tradition de se retrouver dans une chaleureuse ambiance de fête, de rythmes, de bonne cuisine haïtienne autour d'un idéal commun, celui de maintenir vivant l'esprit de lutte du journal Haïti Liberté.

C'est à l'auditorium de l'église Notre Dame des Miracles, à Brooklyn, que s'est réunie une assistance nourrie, gaie et festive, pour oublier les rudesses du quotidien et partager d'heureux moments avec l'équipe de Haïti Liberté. Sans doute il y a eu du retard à démarrer à temps, ce pourquoi le journal s'excuse et promet de faire son possible pour remédier à cette situation dans ses prochaines activités.

N'empêche, le maître de cérémonies, Jackson Rateau a invité l'artiste Jocelyne Gay à venir interpréter la Dessalinienne pour bien commencer la soirée, dans un esprit patriotique et d'engagement à la lutte du peuple haïtien. Dès lors, c'était *jiwèz lage*, au rythme prenant de l'ensemble Retro Band qui tout au long de la fête allait faire revivre la belle musique presque oubliée des années 60, 70 et 80. La soirée a été rehaussée de la présence de deux distingués invités : le sénateur Moïse Jean-Charles revenant d'une fructueuse tournée au Brésil et en Argentine et l'avocat Mario Joseph de renommée internationale, président du Bureau des avocats internationaux (BAI). Les deux, l'un aussi bel orateur que l'autre, ont brièvement entretenu l'assistance du drame politique que vit Haïti et de la nécessité pour la diaspora de continuer à soutenir à sa façon la lutte pour une Haïti meilleure et démocratique.

Les plus chauds remerciements du journal vont : Aux camarades Bertin Edmond, Louis Nemours Desormeaux, Didier Leblanc, Guy Blain, Jean Edouard, Mr et Mme Poitevien, Claudette Crispin, Yanick Lambert, Yves Camille, Robert Garoute, Marlène Jean-Noël, Marie José Vanté, Gladys Phillpots, Jackson Rateau, Pierre L. Florestal et Minouche Lambert. Cette dernière s'est déplacée d'Haïti pour venir prêter sa solidarité à Haïti libérée.



Le PDG de la Radio Pa Nou Geffrard Jude Joseph entouré de Maryse Augustine Jason, une inconnue et Mme Gladdys Phillpotts

SOLIDARITÉ AVEC HAÏTI LIBERTÉ



L'artiste Jocelyne Gay interprétant la Dessalinienne pour bien commencer la soirée



De gauche à droite Ray Laforest, Benjamin Dupuy, l'avocat Mario Joseph et le sénateur Moïse Jean-Charles



Mario Joseph face à l'assistance



Un gros merci pour Minouche.

Au directeur du journal Berthony Dupont, à Léonia Lamour, l'ange gardien du journal et à l'infatigable Kim Ives.

Aux fidèles amis du Canada qui ont fait un long déplacement.

Au sénateur Moïse Jean-Charles et à Me Mario Joseph tous deux venus d'Haïti, et M. Benjamin Dupuy venu de la Floride. Un inconvénient du dernier moment nous a privés de la présence de notre collaborateur Jacques Elie Leblanc qui devait venir lui aussi de la Floride.

A Radio Soleil et à Radio Pa Nou qui ont grandement contribué à faire la promotion de la soirée.

Au Révérend père Dumont curé de l'Eglise Lady of Miracles ainsi qu'au bon ami Guesly Morisseau (Ti Gous) pour leur amabilité à l'endroit du journal.

A notre infatigable et dévoué photographe Edgard Lafond, ainsi qu'au vidéographe Gérald Pierre.

A Madame Theresa Mitchell, membre du Club des Amis d'Haïti Liberté, originaire de Sainte Lucie, femme dévouée à la lutte du peuple haïtien. Le coup de main impayable qu'elle a prêté à la cuisine pour organiser avec diligence et compétence la préparation et la distribution des mets n'a absolument pas de prix.

A tous ceux et celles qui ont préparé les différents plats dont se sont régalés les invités du journal. Merci infiniment.

Aux superbes musiciens de l'ensemble Retro Band qui ne nous ont jamais marchandé leur participation musicale pour faire de chacune de ces soirées un heureux événement que n'oublieront pas de sitôt les fans du journal. Bravo messieurs !

MERCI surtout à ce beau parterre de participants et participantes venus de partout montrer leur gaie et enthousiaste solidarité avec Haïti Liberté.

La fête sera encore meilleure la prochaine fois, car nous comptons avoir plus de bras pour aider à organiser de façon idéale ces joyeuses retrouvailles avec les amis-es et supporters de Haïti Liberté. Alors, le journal donne rendez-vous à tous et à toutes pour la célébration prochaine, au mois d'octobre 2013, de son 6^{ème} anniversaire.

MERCI ENCORE A TOUS ET A TOUTES ! ET A BIENTÔT.



Des amis du journal venus de partout pour apporter leur solidarité à Haïti Liberté

Les mystères du Marathon de Boston

Par Thierry Meyssan

Deux semaines après les attentats de Boston, les autorités états-uniennes donnent un à un les indices qu'ils auraient découverts. La question tourne autour de l'origine tchéchène des « coupables » et des conclusions qu'il faudrait en tirer. De leur côté les Internaute et la presse russe font apparaître une autre histoire, dans laquelle le « coupable » principal est un agent de la CIA.

Deux semaines après l'attentat de Boston (15 avril, 14h49), les autorités US ont désigné les frères Tamerlan et Dzhokhar Tsarnaev comme responsables. Elles affirment avoir tué l'aîné et arrêté son frère et complice. Le jeune homme, âgé de 19 ans, serait hospitalisé, mais ses blessures lui interdiraient de s'exprimer autrement que par des hochements de tête. Peu importe, il aurait reconnu les faits.

Cependant, on ignore tout des conditions dans lesquelles Tamerlan a été tué, ni de celles de l'arrestation de Dzhokhar. Ils auraient cédé au « syndrome Oswald » et se seraient distingués en tuant, sans raisons ni témoins, un officier de police de leur université. Puis, ils auraient pris en otage une Mercedes avec son chauffeur anonyme et l'auraient obligé à retirer 800 dollars à un guichet automatique. Cet homme a témoigné à la police qu'ils avaient revendiqué devant lui être les auteurs des attentats.

À ce jour, la presse n'a pas rencontré le suspect, ni auditionné le témoin. Elle se contente de relayer les dires des parents et amis des suspects qui s'étonnent tous de les voir impliqués dans cette affaire.

Quoi qu'il en soit, la juge Marianne B. Bowler a inculpé Dzhokhar pour « usage d'armes de destruction massive », à savoir des cocottes-minute bourrées de clous. C'est la première fois que la notion « d'arme de destruction massive » est appliquée à un outil ménager courant.

De son côté, le leader démocrate de la Commission du renseignement, Dutch Ruppersberger, a affirmé, à l'issue d'une réunion à huis clos avec des responsables de trois services de renseignement, que les Tsarnaev avaient utilisé une télécommande de jouet pour actionner leurs deux bombes. Il y a vu la confirmation de ce que les suspects avaient appris à fabriquer leurs engins en lisant Inspire, la



Les frères Tamerlan et Dzhokhar Tsarnaev



« Jeff Bauman » est-il Nick Vogt ?

revue en ligne signée par « Al-Qaida dans la péninsule arabique ». Pourtant, si le numéro 1 de la revue (daté « été 2010 ») indique en détail la fabrication d'une bombe avec une cocotte-minute, à aucun moment, il n'indique comment utiliser une télécommande de jouet pour actionner un explosif installé dans une cocotte fermée.

Tout ce vacarme tourne autour d'une seule conclusion : les frères Tsarnaev étaient Tchétchènes, ce qui promeut la Russie au centre des débats. Le président Vladimir Poutine a discrètement éliminé les questions à ce sujet, lors de la longue séance de réponse au peuple qu'il a conduite jeudi

dernier. Des jihadistes tchéchènes, il y en a en Syrie qui viennent de prendre en otage deux évêques orthodoxes. Et il risque d'y en avoir à Sotchi, lors des Jeux Olympiques. La Russie a tout intérêt à renforcer la coopération antiterroriste avec les États-Unis, surtout si elle compte réellement déployer des troupes de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) en Syrie.

Pendant ce temps, les Internaute se divisent entre ceux qui s'alignent sur le FBI et ceux qui le contestent. Deux grandes objections circulent sur la Toile.

La première accuse les services de sécurité d'avoir mis en scène des personnages chargés d'histoires et d'émotions. Des images extraites d'une vidéo montrent deux individus en train de trafiquer le corps de Jeff Bauman, qui aurait perdu ses deux jambes. Il s'agirait en fait d'un lieutenant de l'US Army ayant perdu ses jambes à Kandahar, en novembre 2011, Nick Vogt. On ne peut qu'être étonné par le fait que « Jeff Bauman » porte toujours sa tête haute et ne semble pas souffrir d'une hémorragie alors qu'on le transporte sur une chaise roulante, sans que ses cuisses aient été fortement ligaturées. La chose est d'autant plus significative que c'est le témoignage de « Jeff Bauman » qui a permis d'identifier les suspects (conférence de presse du 18 avril, 17h20).

La seconde porte sur la présence d'une équipe de sécurité, probablement de l'armée privée Craft International, qui semble porter les mêmes sacs à dos que celui montré par le FBI comme ayant contenu une des cocottes-minute.

Mais le plus étonnant est ailleurs. Un exercice anti-bombes a été mené au Marathon de Boston, deux heures avant le drame, au lieu exact où les vraies bombes ont explosé. Pourtant, lorsque un journaliste a posé une question à ce sujet lors de la conférence

Suite à la page (16)

Les Etats-Unis montrent leur mépris pour la démocratie vénézuélienne



Barack Obama et son Secrétaire d'État John Kerry, ce dernier a affirmé devant le Congrès le refus de reconnaître les élections vénézuéliennes, et a parlé de l'Amérique Latine comme de « l'arrière-cour » des Etats-Unis

Par Mark Weisbrot

Alors que la plupart des nouvelles sur le Venezuela depuis l'élection présidentielle du 14 avril se sont concentrées sur les efforts faits par le candidat perdant Henrique Capriles pour discréditer les résultats, une autre campagne, basée à Washington, s'est montrée lourde de sens- et les deux sont très certainement liées. Sans le soutien ferme de Washington- c'est la première fois que les Etats-Unis refusent de reconnaître le résultat d'une élection vénézuélienne- Capriles n'aurait probablement pas rejoint les éléments extrémistes de son camp en prétendant que l'élection avait été truquée.

Les efforts faits par Washington pour délégitimer les élections marquent une radicalisation des stratégies pour le changement de régime au Venezuela. L'État américain n'en avait jamais fait autant pour provoquer un conflit ouvert au Venezuela depuis son implication dans le coup d'État militaire de 2002. Quand la Maison Blanche a affirmé pour la première fois lundi qu'un audit de 100% des votes était « une étape nécessaire, sage et importante », ce n'était pas un effort sincère pour promouvoir un recompte.

Cela revenait à dire au gouvernement du Venezuela ce qu'il fallait faire pour rendre leurs relations légitimes. La Maison Blanche devait savoir que cela ne rendrait pas un tel recompte plus probable. Et c'était aussi sa réponse immédiate aux tentatives faites, d'après le New York Times du 15 avril, par Nicolas Maduro, pour rendre la main à l'administration Obama par l'intermédiaire de l'ancien Secrétaire d'État à l'énergie de Clinton, Bill Richardson.

Mais la stratégie de l'équipe Obama a lamentablement échoué. Mercredi, le gouvernement espagnol, le seul allié significatif de Washington, favorable à un « audit de 100% », a changé de position et reconnu l'élection de Maduro. Ensuite, le Secrétaire Général de l'Organisation des Etats Américains (OEA), José Miguel Insulza, a reculé et renoncé à son alignement initial avec l'administration Obama et a reconnu le résultat de l'élection.

Les gouvernements de gauche d'Argentine, du Brésil, d'Équateur, de Bolivie, d'Uruguay etc ne furent pas les seuls à féliciter Maduro pour sa victoire. Le Mexique, la Colombie, la République Dominicaine, le Guatemala, Haïti et d'autres gouvernements de droite se sont joints à eux. L'administration Obama était complètement isolée sur la scène internationale.

Les efforts maladroits de Washington ont aussi aidé à mettre en lumière l'importance des élections pour la souveraineté nationale, souveraineté à laquelle on est profondément attaché dans la région. « Les américains devraient s'occuper un peu plus de leurs affaires et nous laisser décider de notre destinée » a dit Lula da Silva, à un meeting au Brésil. Bien sûr, il y a une ironie criante : Georges Bush a « vaincu » Al Gore en 2000, perdant en nombre total de votes et « gagnant en Floride », de peut-être seulement 900 voix sans recompte officiel.

Mais la demande de recompte au Venezuela était fondamentalement fallacieuse. Les électeurs expriment leur choix en touchant un écran d'ordinateur, qui imprime un reçu pour le vote. L'électeur vérifie le reçu et le dépose dans l'urne. A la fermeture du scrutin, 53% des machines sont sélectionnées au hasard et leurs résultats sont comparés avec le papier, devant des témoins de tous les bords. Aucune incohérence n'a été rapportée jusqu'ici, pas même dans le camp de l'opposition.

Le représentant de l'opposition au Conseil National Electoral, Vicente Diaz, a reconnu qu'il n'avait « aucun doute » que le comptage des votes était exact. « Aucun doute » est un euphémisme. Mon collègue David Rosnick a calculé la probabilité qu'une extension de l'audit au 47% de machines restantes ne change l'élection : à peu près une chance sur 25 millions de milliards.

Jeudi soir, le Conseil National Electoral du Venezuela a accepté de faire un audit complet des votes restants et Capriles a annulé ses manifestations. Mais ce qu'implique cet audit n'est pas clair. Le vote légal au Venezuela est le vote informatique (comme dans certaines zones des États-Unis où existe le vote électronique) ; le reçu en papier n'est pas un bulletin de vote, et il n'est pas certain qu'on puisse auditer les votes restants suivant la méthode employée pour les 53% vérifiés dans les bureaux de votes mêmes.

Mercredi, le Secrétaire d'État John Kerry, affirmant devant le Congrès le refus de reconnaître les élections vénézuéliennes, a parlé de l'Amérique Latine comme de « l'arrière-cour » des Etats-Unis. Oups ! Le mépris est évident de toute façon, vous ne trouvez pas ?

Source : The Guardian,
22 avril 2013
Traduit de l'anglais
par Marc Harpon
Changement de Société
23 avril 2013



Director: Florence Comeau

Interlink Translation Services

* Translations * Interpreters
* Immigration Services
* Résumé * Fax Send & Receive
* Much more.

English • French • Kreyòl • Spanish

Tel: 718-363-1585

899 Franklin Avenue,
Brooklyn, NY 11225

RUSH SERVICE
SAME DAY MOST

TRADUCTIONS
TRANSLATIONS
RESUME PREPARATION

FAX SERVICE
HAITI & CARIBBEAN

TAXES EMPLOYEE
DRIVERS
BABYSITTERS
CURRENT & BACK YEARS SELF-EMPLOYED

FILED YEAR-AROUND

K-EXPRESS
lakay se lakay

1864 NOSTRAND AVE
CORNER NEWKIRK, BROOKLYN, NY
OPEN MON-SAT 9 AM-6 PM
347-406-7823 / 718- 284-3156
FAX 347- 529-2593

1er mai 2013: « Nous ne deviendrons pas les esclaves du 21ème siècle ! »

Communiqué de la Fédération syndicale mondiale (FSM)

La Fédération Syndicale Mondiale lance un appel à toutes les organisations syndicales dans le monde afin d'organiser à l'occasion de la journée du 1er Mai 2013 des rassemblements et des actions dans tous les pays, sur tous les continents, pour fêter la Journée internationale des travailleurs et des martyrs de la classe ouvrière. La FSM propose, sur la base de sa résolution adoptée à son Conseil présidentiel du 7 et 8 Mars 2013 à Lima au Pérou, que le slogan: « CHICAGO NOUS A MONTRE LA VOIE » soit utilisé à côté des slogans respectifs de chaque organisation syndicale.

Le mouvement syndical interna-



laire et anti-ouvriers du capital sur tous les continents.

Le Premier Mai est une LEÇON POUR LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS, il intègre les principes propres à la classe ouvrière : l'internationalisme prolétarien, l'unité de la classe, la valeur



Le Premier Mai est pour la classe ouvrière internationale un SYMBOLE du rôle irremplaçable que les travailleurs occupent dans la société et dans la production

tional porte une grande responsabilité, celle de protéger et de défendre la Journée internationale des travailleurs face aux tentatives des gouvernements capitalistes, du patronat, de plusieurs institutions et organisations non gouvernementales pour en finir avec cette journée ou pour en dénaturer complètement le sens.

Le Premier Mai est pour la classe ouvrière internationale un SYMBOLE du rôle irremplaçable que les travailleurs occupent dans la société et dans la production, des acquis importants, des victoires conquises historiquement par la lutte des classes, du fait que tous les droits ont été le fruit de luttes sanglantes. Rien n'a été donné aux travailleurs.

Le Premier Mai est une JOURNÉE DU SOUVENIR ET D'Hommage aux martyrs de la classe ouvrière qui se sont sacrifiés dans les grèves décisives des travailleurs américains à Chicago (1886) revendiquant les 8 heures de travail, 8 heures de loisir, 8 heures de repos, ainsi qu'à toutes les luttes sur le temps de travail dans de nombreux pays à travers le monde, avant et après les grèves de Chicago, tout au long de l'histoire de la lutte de classes jusqu'à nos jours. Nous rendons hommage aux martyrs de la classe ouvrière qui ont été tués, torturés, emprisonnés et ont été les victimes de disparitions forcées orchestrées par les gouvernements anti-popu-

irremplaçable de luttes résolues, menées avec une orientation de classe.

Le Premier Mai est surtout une JOURNÉE DE LUTTE, le jour où la classe ouvrière internationale se rassemble dans la rue pour lutter pour ses droits sociaux actuels. Pour le droit à travailler moins avec des salaires décentes, ce qui était réaliste dans les années 1880 et ne peut pas être irréaliste avec le progrès technologique du 21ème siècle !

Aujourd'hui, le capitalisme se trouve dans une crise profonde qui révèle, sous toutes ces facettes, son visage barbare, brutale et impitoyable, revenant sur le moindre droit conquis par la classe ouvrière et les couches populaires ;

Désormais que la violence d'État, la répression des luttes sociales et ouvrières et la violation des libertés syndicales montant de plusieurs crans à l'échelle internationale, repartons à l'offensive :

Chicago nous a montré la voie – NON à l'esclavage capitaliste moderne ! Nous luttons pour un monde sans exploitation de l'homme par l'homme. Le Premier Mai, la Fédération syndicale mondiale exprime sa solidarité internationale avec les peuples de Cuba, de Palestine, de Syrie, du Liban, du Mali, de Colombie, du Venezuela, etc.

Solidarité internationale
30 avril 2013

Un moment d'unité internationale des travailleurs, pour la paix et le socialisme

Par Rosa Luxemburg

Nous vous présentons un article écrit par la révolutionnaire allemande Rosa Luxemburg, pour le 1er mai 1913. Cent ans après, en période de crise capitaliste et de guerres impérialistes, son analyse n'a pas pris une ride. Le 1er mai est plus que jamais la Fête combative et internationale du travail, le moment d'unité des travailleurs dans la lutte contre ce système fauteur de guerres, producteur de guerres. Vive le 1er mai !

Au moment du premier 1er mai, en 1886, la crise semblait dépassée, l'économie capitaliste de nouveau sur les rails de la croissance. On rêvait d'un développement pacifique : les espoirs et les illusions d'un dialogue pacifique et raisonnable entre travail et capital germaient ; le discours de la « main tendue à toutes les bonnes volontés » perceait ; les promesses d'une « transition graduelle au socialisme » dominaient ».

Crises, guerres et révolution semblaient des choses du passé, l'enfance de la société moderne : le parlementarisme et les syndicats, la démocratie dans l'État et la démocratie sur le lieu de travail étaient supposées ouvrir les portes d'un nouvel ordre, plus juste.

L'histoire a soumis toutes ces illusions à une épreuve de vérité redoutable. A la fin des années 1890, à la place du développement culturel promis, tranquille, fait de réformes sociales, commençait une phase de violent aiguisement des contradictions capitalistes – un boom avec ses tensions électriques, un krach avec ses effondrements, un tremblement de terre fissurant les fondements de la société.

Dans la décennie suivante, une période de dix ans de prospérité économique fut payée au prix de deux crises mondiales violentes, six guerres sanglantes, et quatre révolutions sanglantes.

Au lieu des réformes sociales : lois de sécurité, répression et criminalisation du mouvement social. Au lieu de la démocratie industrielle : concentration extraordinaire du capital dans des ententes et trusts patronaux, et plans de licenciement massifs. Au lieu de la démocratie dans l'État : un misérable écroulement des derniers vestiges du libéralisme et de la démocratie bour-



geoise.

La classe ouvrière révolutionnaire se voit aujourd'hui globalement comme seule, opposée à un front réactionnaire uni des classes dominantes, hostile mais ne se maintient que par leurs ruses de pouvoir.

Le signe sous lequel l'ensemble de cette évolution, à la fois économique et politique, s'est consommée, la formule à la quelle elle renvoie, c'est l'impérialisme.

Rien de nouveau, aucun tournant inattendu dans les traits généraux de la société capitaliste. Les armements et les guerres, les contradictions internationales et la politique coloniale accompagnent l'histoire du capitalisme dès sa naissance.

Nous ne sommes que dans la phase d'intensification maximale de ces contradictions. Dans une interaction dialectique, à la fois la cause et l'effet de l'immense accumulation de capital, par l'intensification et l'aiguisement de ces contradictions tant internes, entre capital et travail, qu'externes, entre États capitalistes – l'impérialisme a ouvert sa phase finale, la division du monde par l'offensive du capital.

Une chaîne d'armements infinis et exorbitants sur terre comme sur mer dans tous les pays capitalistes du fait de leurs rivalités ; une chaîne de guerres sanglantes qui se sont répandues de l'Afrique à l'Europe et qui à tout moment, peut allumer l'étincelle qui embrasera le monde.

Si on y ajoute le spectre incon-

trôlable de l'inflation, de la famine de masse dans l'ensemble du monde capitaliste. Chacun de ces signes est un témoignage éclatant de l'actualité et de la puissance de l'idée du 1er mai.

L'idée brillante, à la base du Premier mai, est celle d'un mouvement autonome, immédiat des masses prolétariennes, une action politique de masse de millions de travailleurs qui autrement auraient été atomisés par les barrières des affaires parlementaires quotidiennes, qui n'auraient pour l'essentiel pu exprimer leur volonté que par le bulletin de vote, l'élection de leurs représentants.

La proposition excellente du français Lavigne au Congrès de Paris de l'Internationale ajoutait à cette manifestation parlementaire, indirecte de la volonté du prolétariat, une manifestation internationale directe de masse : la grève comme une manifestation et un moyen de lutte pour la journée de 8 heures, la paix mondiale et le socialisme.

Et cette idée, cette nouvelle forme de lutte, a donné un nouvel élan au mouvement de cette dernière décennie ! La grève de masse a été reconnue internationalement comme une arme indispensable de la lutte politique.

Comme action, comme arme dans la lutte, elle revient sous des formes et des nuances innombrables dans tous les pays, ces quinze dernières années. Pas étonnant ! Le développement dans son ensemble de l'impérialisme

Suite à la page (16)

**LA DIFFERENCE
AUTO SCHOOL
LEARN TO DRIVE**

La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Sevère
**Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201**

LACROIX MULTI SERVICES

Tel: **718-703-0168** * Cell: **347-249-8276**

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

www.lacroixmultiservices.com

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair

Le Sénateur Moïse Jean-Charles acclamé au Brésil et en Argentine



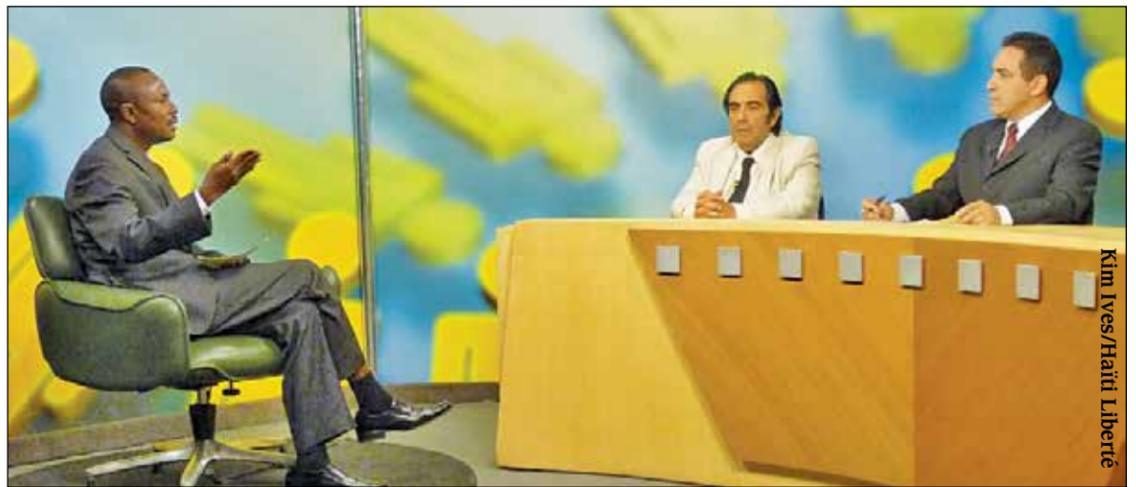
Le 17 avril, le sénateur Moïse Jean-Charles a visité le Sénat brésilien où il a rencontré les sénateurs Ana Rita (à gauche) et Eduardo Suplicy (deuxième à droite), et Markus Sokol (à droite)



Le 23 avril 2013 a été remis au sénateur Moïse une médaille d'or et un diplôme offerts par la Chambre législative le reconnaissant comme un «Visiteur illustre» de Buenos Aires, un honneur déjà conféré à feu le président vénézuélien Hugo Chavez.



Suite de la page (6) Sen-Mak: Arestasyon administratè...



Le sénateur Moïse Jean-Charles a donné plusieurs interviews aux télévisions et radios à travers Brésil.

yo desann Sen Mak pou mande Lajistis fè travay li, e se konsa yo te rive arete Alton Clénord.

N ap raple, eleksyon yo ki pa janm fèt pou ranplase majistra kominal yo, ki te gen manda yo ki fini depi lane 2011, bay pouvwa kaletè la okazyon pou nonmen moun li vle nan tèt meri yo. Nan zòn kapital la, rejim kaletè la mete yon

seri ajan defakto nan Meri Pòtoprens, Petyonvil, Dèlma, Kafou, Kwadèboukè k ap fè ti machann yo nan lari a monte yon maswifè, vòlè komès yo ale avèk yo, bat timachann yo, gen nan yo ki konn rive jwenn lanmò yo nan lari a anba men bandi legal yo. Yo denonse pouvwa sa a k ap travay pou grannèg yo kont malere ak pòv yo nan katye popilè yo.

Suite de la page (6) Deklarasyon ansyen Senatè...

Titid pat janm konn gen pwoblèm, Yon jou kou Jodia laverite a va temwaye paske pa gen anyen ki kache ki pap devwale aklè. Gen plizyè tantativ pouvwa anplas la ap fè pou l'òganize eleksyon. Men yon sèl bagay fòk yo pa bliye pèp Ayisyen se yon pèp ki Entelijan anpil. Tout sa y ap di se blòf: Ayiti ouvé pou Biznis, Yon bann Ti Pwogram: Ede Pèp, Ti Manman cheri, tout se yon pakèt Pwogram Blòf paske Grangou a vin pi di, Yo bay 2,3 moun Djòb bale Lari epi yo di yo bay Anplwa. Se yon pouvwa ki chita sou bay manti, Se manti kap fèt sou peyi a, Yo Santi pèp Ayisyen pral ba yo yon leson ak tout moun ALORAL sa yo. Yo konnen ke yo pa janm Ateri vre, an 2001 grangou an te di, men prezidan Arisitid te degajel

pou te bay Pèp la manje, Pat janm gen tout moun sa yo ki te konn pedi Djòd yo, Moun sa yo pa pansè ak Mizè pèp la, se pou 5% popilasyon pa yo a yap travay, poutan 95% Klas mwayenn nan, Mas pèp la ap soufri nan mizè.

N ap lanse yon apèl ak tou militan lavalas yo, Baz yo ak tout pèp Ayisyen an, randevou a kase pou 8 Me, Bonè Bonè devan pòt kay prezidan Titid la nan Taba poun al mennen nan pakè, Nou pral montre yo lidè a toujou pwisan. wè pa wè Lavalas toujou rete pwisan, Yon bon lavalas se yon bon konpatiyòt, Ansanm nou fò, Yon sèl nou fèb, ansanm ansanm nou se LAVALAS.

Wendel Polynice, Daniel Tercier

Suite de la page (6)

pouvwa a sitiyasyon lavichè a vin pi mal. Li deklare non sèlman pwodui moun manje chak jou yo vin pi chè, men moun yo pa gen mwayen lajan pou achte yo tou, paske pa gen travay. Madan Jean kritike epi denonse pwopagann prezidan an ap fè sou bann ak pakèt travay li di li kreye nan peyi a, li deklare : « M pa di prezidan Martelly ap bay manti non, men si gen 400 mil travay vre gen lè se nan lakou kay prezidan an yo rete ».

Madan Jean pa sèl sitwayen ki gen dout sou 400 mil travay prezidan Martelly di li kreye yo. Ekonomis Camille Charlmers ki t ap reyaji sou kesyon sa a, fè konnen djòb pou kèk semèn pa gen anyen pou wè ak « anplwa ». Pwofesè Charlmers estime pa gen anyen nan lavi ekonomik peyi a ki montre gen tout kantite moun sa yo k ap travay tout bon. Fredo, se yon jèn gason 17 lane konsa, ki gen rev chante, non atis li se (Dickies), di limenm « se brase m te konn brase lari a pou m ka pran yon aleken chak jou, men nan jou sa yo bagay yo pa bon

pou mwen menm, paske pifò patwon ki te konn sèvi avè m yo lage, yo fè m konnen farin nan pa vin nan menm sak kounye a ».

Kounye a, Fredo ap pwonmenmen sache dlo nan mache dèlma 32, li fè konnen pase l rete san fè anyen li pito vann ti sache dlo. Konsa lè sa bon li ka vann twa (3) sache dlo, li jwenn yon ti kòb pou l lage yon bagay nan vant li. Poze l kesyon poukisa li pa ale lekòl, li di nou li pa gen ni manman, ni papa, se yon vwazinay ki te mennen l Pòtoprens, nan tranblemanntè a, kay kote l te rete a kraze. Depi lè a li lage nan lari a sou kont si « Dye vle ».

Jenn ti gason sa a, di li pap bay legen, li kwè anvan lontan peyi a ap gen nan tèt li moun konsekan k ap reflechi e k ap aji pou chanje sitiyasyon lòt jèn ki nan menm kondisyon avè l. Bò kote pa l, l ap kontinye batay ak lavi a pou l ka swen tèt li. E li rete kwè yon jou, l ap reyalize rev li. Depi l monte sou pouvwa nan lane 2011, popilasyon an ap tann lavi miyò prezidan Martelly te pwomèt pandan tout kanpay li.

Suite de la page (8)

pour répondre à de nombreuses questions de l'auditoire. « Elles travaillent pour opprimer le peuple et son droit à lutter, à manifester ».

Comme il l'a fait dans la plupart de ses réunions, le sénateur Moïse a rappelé à l'audience que les troupes népalaises de la MINUSTAH avaient apporté en Haïti la pire épidémie de choléra dans le monde, qui a déjà tué plus de 9.000 Haïtiens et rendu malades quelque 800.000 autres. « Le peuple haïtien devrait recevoir une compensation pour les ravages causés par le choléra que l'ONU a apporté », a déclaré Moïse. « L'ONU doit reconnaître le droit de mon peuple à des réparations! »

Le sénateur Moïse a terminé par un appel à la solidarité. « L'occupation est un coup dur pour notre dignité de peuple », a-t-il dit. « C'est un coup dur à l'autodétermination du peuple haïtien! »

Le 19 avril, le sénateur Moïse a passé la journée à rencontrer différents membres du Conseil municipal de Sao Paulo, où il a également accordé des interviews à la radio et à la télévision. Moïse a eu un débat soutenu avec José Américo (PT), le président du Conseil municipal de la ville de Sao Paulo, qui essayait de défendre la ligne politique de la présidente Dilma Rousseff. Cependant, ce dernier a été convaincu par l'argumentation de Moïse et s'est engagé à mettre en place une délégation officielle du Conseil municipal de Sao Paulo pour assister à la Conférence du mois de juin en Haïti.

Le 20 avril, le sénateur Moïse a passé la journée à visiter l'École nationale Florestan Fernandes (ENFF), géré par le Mouvement des Paysans Sans Terre du Brésil (MST), situé à environ 60 km à l'extérieur de Sao Paulo (Florestan Fernandes était un leader révolutionnaire qui a défendu beaucoup de ces principes enseignés dans l'école.) Là, les jeunes de partout dans le monde bénéficient d'un enseignement politique relatif à l'histoire et aux luttes dans le monde. Moïse s'est adressé à un auditoire d'étudiants, et le directeur Joba Alues lui a fait faire une visite de l'école. Ensuite, il a eu une discussion

avec les dirigeants de l'école, explorant de futures pistes de solidarité.

Le 21 avril, il a voyagé en Argentine où il a été accueilli par la Centrale des travailleurs d'Argentine (CTA), le plus grand syndicat d'Argentine.

Le 22 avril, lors d'une émouvante cérémonie, le sénateur Moïse Jean-Charles a été déclaré «Visiteur Distingué» de la Ville Autonome de Buenos Aires par la députée Laura Garcia Tuñón (du Parti Buenos Aires pour tous) dans la salle «Eva Peron» de l'Assemblée législative de la ville de Buenos Aires. Étaient également présents à la cérémonie, Carlos Chili, le secrétaire général de la CTA dans la capitale, Fabio Basteiro, président du Bloc de l'Instrument Electoral pour l'Unité Populaire à l'Assemblée législative de Buenos Aires, et Antoine Simounet du Comité de Solidarité pour le Retrait des troupes argentines d'Haïti.

« En 2004, on nous avait dit que les troupes de l'ONU seraient déployées pour six mois seulement pour stabiliser Haïti », a déclaré Moïse, « mais neuf ans plus tard, la MINUSTAH est toujours là. » En outre, il a souligné que l'entreprise géante affiliée au Pentagone, la DynCorp, venait juste de décrocher un contrat de 48,6 millions de dollars pour recruter des policiers de l'ONU et des conseillers de prison, et construire une nouvelle base pour les soldats américains attachés à la MINUSTAH. « Ça n'a pas l'air que la MINUSTAH compte partir », a-t-il dit. « Ça a plutôt l'air qu'ils ont l'intention de rester! »

Moïse a ajouté que « nous avons un président de droite, un citoyen américain, imposé par les États-Unis, qui veut maintenant donner aux États-Unis les ressources naturelles d'Haïti, comme par exemple de l'or valant des milliards de dollars », a dit le sénateur. « Mais nous, peuple haïtien, nous n'accepterons pas cette façon de faire ».

L'événement s'est terminé avec la remise au sénateur Moïse d'une médaille d'or et d'un diplôme offerts par la Chambre législative le reconnaissant comme un «Visiteur illustre» de Buenos Aires, un honneur déjà conféré à feu le président vénézuélien Hugo Chavez.

Le 23 avril, le sénateur Moïse

a rencontré Daniel Chuburu, directeur de la section pour l'Amérique centrale, les Caraïbes et le Mexique au sein du ministère des Affaires étrangères, Pablo Tettamanti, le directeur du ministère des Organisations internationales. Les deux diplomates argentins ont sympathisé avec les arguments de Moïse contre la MINUSTAH. « Nous sommes conscients que la situation en Haïti ne justifie plus la présence de la MINUSTAH », a déclaré Tettamanti. Moïse a dit qu'il allait envoyer au ministère une copie de la résolution 2011 signée du Sénat haïtien exigeant le retrait de la MINUSTAH.

« Bien sûr, les Haïtiens doivent être ceux qui décident de la présence de la MINUSTAH », a déclaré Tettamanti. « J'attends avec impatience de recevoir la résolution. »

Enfin, le 24 avril, le sénateur Moïse a été reçu au parlement argentin par un groupe de personnes comprenant non seulement des parlementaires argentins, mais aussi le prix Nobel Adolfo Pérez Esquivel, les mères de la Plaza de Mayo, et des membres de la presse.

Ce soir-là, le sénateur Moïse a pris l'avion pour New York, où il est allé participer à un dîner de solidarité avec Haïti Liberté (voir article connexe).

Pendant la partie brésilienne de sa tournée, le sénateur Moïse était accompagné de trois journalistes: Jean-Compert Pierre-Louis de RCH 2000, Rony Richard de Radio Cap-Haïtien, et Kim Ives d'Haïti Liberté. Ils se sont fait entendre sur les antennes de nombreuses radios à travers Haïti au cours de la tournée.

Partout, la tournée a suscité enthousiasme et compréhension. Ce fut un grand succès.

Pour terminer, il y a eu un point que le sénateur Moïse a fait ressortir à plusieurs reprises, et qui rend bien le message qu'il véhiculait. Parlant aux étudiants de l'Université de Brasília, Moïse leur a dit : « Réemment, en France, on a demandé au président Michel Martelly, qui a été mis au pouvoir par Washington, s'il avait peur des gens qui se soulèvent contre lui. Il a répondu qu'il ne l'était pas, parce que la MINUSTAH est là pour le protéger. Cette remarque en dit long ».

Agréable soirée de solidarité avec Haïti Liberté



GUARINO FUNERAL HOME



*Serving the Haitian Community
for Over 30 Years*

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236

718-257-2890

EMMANUEL FUNERAL HOME

"An Oasis of Peace"



14300 West Dixie Highway, Miami, FL
110 South Dixie Highway, Lake Worth, FL

Fritz G. Duvigneaud
561.502.8244 • 561.588.0302
954.942.0056

Pasteur Enoch Milien
305.949.0603 or 6118
786.487.6836

Emmanuelfuneralhome@yahoo.com

TAP TAP HAITIAN RESTAURANT



TAP TAP Restaurant supporting the Haitian people
in their struggle for justice and democracy.

819 FIFTH STREET MIAMI BEACH, FLORIDA 33139
Tel. (305) 672-2898

à Cité Soleil et dans d'autres zones avoisinantes de la capitale. Jusqu'à présent, plus de trois-cent mille personnes vivent encore sous des tentes dans des conditions inadéquates.

Cependant, des fonds destinés à la construction d'un nouveau quartier moderne à Fort National (Nord-est de la capitale) auraient été détournés par le régime en place. Ce projet a été conçu conjointement par l'Administration Préval-Bellerive avec la Banque Centrale d'Haïti et la Banque Nationale de Crédit (BNC). L'appel d'offre du projet a été lancé en décembre 2010. Le lancement du projet était prévu le 14 Juin 2011. Mais le directeur de la Banque Nationale de Crédit (BNC) Guyto Toussaint a été assassiné étrangement en sa résidence le 12 juin 2011. Ses assassins

courent encore les rues impunément. Le projet du nouveau Fort National est mort aussi avec Guyto Toussaint. Le projet a tout simplement été galvaudé.

La réalisation d'un tel projet aurait permis aux habitants de Fort National de souffler un peu. Après quinze ou vingt ans, les occupants seraient devenus propriétaires de leur appartement moderne, selon les clauses de ce projet. Le Fort National a été retenu comme site pour ce projet-pilote qui devrait encourager les secteurs public et privé à construire de nouveaux quartiers dans une capitale où les bidonvilles se multiplient à un rythme inquiétant. Les bidonvilles constitués de logements précaires sont un symbole de la pauvreté et de la misère criante qui affectent la majorité des haïtiens. Pour cacher cette

réalité, le gouvernement fait peindre les constructions anarchiques de Jalousie, un vaste bidonville situé à Pétion-Ville.

De nos jours, se loger en Haïti coûte de plus en plus cher. Il n'existe actuellement aucune politique consistant à résoudre la crise du logement à laquelle la majorité des ménages haïtiens font face. Avoir accès à un logement décent est l'un des droits fondamentaux des haïtiens. Ce droit est reconnu par la Constitution de 1987 en son article 22 qui stipule que : « L'État reconnaît le droit de tout citoyen à un logement décent, à l'éducation, à l'alimentation et à la sécurité sociale. » En plus de la Constitution haïtienne, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en son article 25-1 reconnaît

à tout être humain le droit d'avoir accès à un logement décent. Mais l'article 11-1 du Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels est encore plus explicite à ce propos : « Les États partis au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris nourriture, vêtements et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence. Les États parties prendront des mesures appropriées pour assurer la réalisation de ce droit et ils reconnaissent à cet effet l'importance essentielle d'une coopération internationale librement consentie. » Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

a été adopté à New York le 16 décembre 1966 par l'Assemblée Générale des Nations unies dans sa résolution 2200. Haïti n'a toujours pas ratifié ce pacte.

Cependant, l'Etat haïtien ne s'est pas toujours montré à la hauteur de sa tâche. Au contraire, il est souvent accusé de ne pas se soucier du sort des plus défavorisés dépourvus de tout moyen de pourvoir à leurs besoins en logement. En fait, le pays accuse un déficit de vision et de politique en matière de logements sociaux. La majorité de la population ont toujours été contraintes de vivre dans des logements précaires en raison de leurs conditions d'extrême pauvreté. Haïti ne parvient pas à satisfaire les besoins de base de sa

Suite à la page (19)



Des mercenaires de Craft International sur le lieu de l'explosion



de presse du FBI, l'agent spécial Richard Deslauriers a refusé de lui répondre et a cherché une autre question.

Enfin, selon les Izvestia (24 avril), Tamerlan Tsarnaev a participé en Géorgie à un séminaire du Fonds pour le Caucase, une association paravent de la Jamestown Foundation, créée par la CIA. Il y a suivi un entraînement pour « augmenter l'instabilité en Russie » [1]. Dans une note de protestation, le Fonds du Caucase dément et évoque un homonyme [2].

Il est trop tôt pour conclure sur ce qui s'est réellement passé à Boston.

Une chose cependant est sûre : le FBI ment.

Notes

[1] « Тимерлана Царнаева завербовали через грузинский фонд », Izvestia, 24 avril 2013.

[2] « Нога протеста « Фонда Кавказа » по поводу публикации, касающейся Бостонского теракта, в газете « Известия » от 24 апреля 2013 г », Fonds du Caucase, 25 avril 2013.

Réseau Voltaire 28 avril 2013

conseillère et « désintéressée » ! tout le pays serait bossu. Surtout, la blanche dame aurait félicité le bureau pour la mise en place du Collège de transition du conseil électoral permanent, collège déjà décrié, dénoncé pour ses fortes affinités duvaliéro-macoutes.

Et « que passe-t-il » comme ça parmi les ténors s'agitant sur le devant de la scène politique, comme on l'a vu au dernier *Ranmase* à Radio Caraïbes? Pas grand-chose, à part leurs propos fades, ennuyeux et insipides. Rien que du bavardage et des bavarderies. Steven Benoît annonçait pompeusement que « L'heure d'interpellier certains ministres ou l'ensemble du gouvernement est, à mon sens, arrivée », même s'il est conscient que ça finira en queue de poisson ou en dents de requins. Tout de même, saluons le fait qu'il ait déniché des tas de documents et aliments, exposant le niveau de gabegie des responsables – sans donner de noms – qui ne se soucient guère de l'intérêt collectif. Du déjà vu et entendu.

Le grand Me Camille Leblanc était d'avis que ces faits sont d'une gravité exceptionnelle. Il en a profité pour souligner que, sous la présente administration, « les scandales associant la famille présidentielle et le clan Lamothe sont quotidiens et nos compatriotes, dans une attitude démisionnaire et presque complice, se croisent les bras pour laisser venir le pire » (Radio Caraïbes. *Ranmase*). Leblanc a-t-il les bras « décroisés » ? Non. A-t-il pris en main de former un gros bloc de juristes pour appuyer, moralement, les avocats André Michel et Newton St Juste qui ont porté plainte

pour corruption contre la famille présidentielle ? Non. Seulement du parler en pile.

Concernant le rapport des dépenses du Plan d'Urgence, Evans Paul s'est contenté de pérorer des pléonasmes : « On voit bien que cette équipe gère le pays comme s'il s'agissait d'un bien personnel; regardez bien les pancartes qui accueillent le 5e Sommet de l'AEC; le président Martelly est partout, omnipotent avec son effigie, alors que le pays est absent » (radio-televisioncaraïbes.com). Pour sa part, le Dr Turneb Delpé a souligné que ceci pourrait très bien précipiter la chute du pouvoir, par destitution. Simple. Il fallait y penser puisque la Constitution bannit le culte de la personnalité.

C'est sans doute vrai. Mais n'est-ce pas de l'enfantillage politique quand on se rappelle le sort fait au député Bélizaire par le président de la koulanguietude et qui pourtant est passé comme lettre à la poste. Le très énergique sénateur Annick Francois Joseph a parlé de « voyoucratie politique » et de « masturbation » diplomatique, pour qualifier l'Organisation du 5e Sommet AEC (Association des Etats de la Caraïbe). En fait, sur toute la ligne, au sein de la société civile, des parlementaires comme des grands ténors de la politique on en est réduit au Dieu-seul-me-voit dont parle Anick. Triste « voyance » divine. Quant à Guyler Delva il est tellement ennuyeux, fastidieux, fade, terne, insignifiant, désagréable, repoussant, aride, rebutant et même dégoûtant, qu'on ne sait trop pourquoi Jean Monard Métellus continue de l'inviter à l'émission *Ran-*

mase, sauf peut-être pour en faire un animal de cirque.

En définitive, « que passe-t-il » comme ça sur l'échiquier politique haïtien ? Face au pouvoir: une opposition clairsemée, dispersée, tiraillée entre intérêts politiques à courte vue et pouvoir à conquérir par n'importe quel moyen: percée louveturienne, fraude duvaliérienne, raz-de-marée 16 décembre, magouille *chanpwèl* clintono-martellyste, peu importe ! Mais quant à un front uni de l'opposition articulé autour d'une dynamique populaire organisée pour donner la parole aux masses dans une perspective révolutionnaire pacifique, roumaine-chavezienne, ce n'est sûrement pas à l'agenda de ces messieurs et dames.

Une classe moyenne politique, instruite, plutôt aisée, qui a toujours eu une peur viscérale du « gros peuple » comme de la peste. Elle en parle, juste assez pour donner l'impression de le défendre. Elle préfère les alliances tactiques, conjoncturelles, avec la bourgeoisie qui d'ailleurs ne l'invitera jamais dans ses salons et la tiendra toujours en respect, sauf lorsqu'elle a besoin de ses réflexes de classe pour saboter, par exemple, un bicentenaire d'indépendance. Classe timorée, timide, gauche, embarrassée, maladroite, hésitante, honteuse (de se mêler aux masses), angoissée (parce qu'en transfert de classe), trouillard, pusillanime, « bavardeuse », « belle paroleuse » de français *melanje ak kreyòl mete la*.

Désolé, chers lecteurs, Martelly a encore de beaux jours koulanguietants devant lui.

dans la dernière décennie conduit la classe ouvrière internationale à voir plus clairement et de façon plus tangible que seule la mise en mouvement des masses, leur action politique autonome, les manifestations de masse et leurs grèves ouvriront tôt ou tard une phase de luttes révolutionnaires pour le pouvoir et pour l'Etat, peuvent apporter une réponse correcte du prolétariat à l'immense oppression que produit les politiques

impérialistes.

En cette période de course aux armements et de folie guerrière, seule la volonté résolue de lutte des masses ouvrières, leur capacité et leur disposition à de puissantes actions de masse, peuvent maintenir la paix mondiale et repousser la menace d'une guerre mondiale.

Et plus l'idée du Premier Mai, l'idée d'actions de masse résolues comme manifestation de l'unité in-

ternationale, comme un moyen de lutte pour la paix et le socialisme, s'enracinera, et plus notre garantie sera forte que de la guerre mondiale qui sera, tôt ou tard, inévitable, sortira une lutte finale et victorieuse entre le monde du travail et celui du capital.

In Liepziger Volkszeitung, 30 avril 1913
Solidarité Internationale
30 avril 2013

DENASSE REALTY

- Income Tax
- Rapid Refund
- E-Filing
- Rental: Co-ops, Commercial, Residential
- Typing Service
- Translations
- Notary Public
- Immigration Services
- Resumes, Faxing & More

Lebens Denasse
Licensed Real Estate Broker
674 Rogers Avenue
(between Lenox & Clarkson)
Brooklyn, NY 11225

718.484.4156 office
646.725.3327 cell
ldenasse76@yahoo.com

MENEZ JEAN-JEROME
Attorney at Law

**Real Estate
Immigration-Divorce**

4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

(718) 462-2600
(914) 643-1226 CELL

PAUL J. JOURDAN
ATTORNEY AT LAW

107 Kenilworth Place
Brooklyn, NY 11210

Phone:
(718) 859-5725
(347) 898-7514

- Immigration
- Divorce
- Business Formation (Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings

MAXX REAL ESTATE
Consultant Corp.

REAL ESTATE:

- Residential
- Commercial • Condo
- Coop • Rentals

INCOME TAX:

- Individual • Business

NOTARY PUBLIC

Unique market knowledge & excellent negotiation skills

1424 Flatbush Ave.,
Brooklyn, NY 11210
(Corner Farragut Road)
718.576.6601
maxxrealtys.com

Nou pale Kreyòl!

Vote Councilman

JEAN RODRIGUE MARCELLUS

for
MAYOR

CITY OF NORTH MIAMI

www.jeanmarcellus.org
victory@jeanmarcellus.org

(786) 290-6619

Afrique du Sud : l'ANC critiquée après la diffusion d'images de Mandela

La diffusion, lundi 29 avril, par la télévision publique sud-africaine SABC d'images tournées au domicile de Nelson Mandela à Johannesburg provoque la colère des Sud-Africains.

En Afrique du Sud, beaucoup jugent indécente la diffusion, lundi 29 avril, par la télévision publique sud-africaine SABC d'images tournées à l'occasion d'une visite des dirigeants de l'ANC, dont le président Jacob Zuma, au domicile de Nelson Mandela à Johannesburg. Elles montrent un héros national, 94 ans, considérablement affaibli, trois semaines après sa sortie de l'hôpital où il avait été traité pour une pneumonie.

Plus que la diffusion de cette vidéo, c'est le comportement des dirigeants de l'ANC qui posent aux côtés de Madiba qui semble avoir choqué. On voit notamment le héros national fermer les yeux lorsqu'une personne prend une photo avec un flash. Or, il est connu de tous que les yeux de Mandela sont depuis longtemps très sensibles aux flashes, au point que des instructions très rigoureuses avaient été données aux photographes de presse durant sa carrière politique pour lui éviter les éclairs intempestifs.

Sur les réseaux sociaux et dans les talk-shows à la radio, ils sont nombreux à s'être offusqués de voir ainsi exhibé, pour la plus grande gloire des dirigeants de l'ANC, celui qu'ils appellent respectueusement Madiba. Certains dénoncent les contradictions de ces mêmes dirigeants, qui avaient im-



Nelson Mandela avec Jacob Zuma le 29 avril 2013 à Johannesburg. © AFP

posé un black-out total à la presse pendant l'hospitalisation récente de Mandela, refusant même de dévoiler le nom de l'hôpital, afin de « préserver l'intimité » de l'exprésident.

"Honte à nous"

« L'ANC et le gouvernement n'ont jamais cessé de faire la leçon aux médias pour qu'ils respectent l'intimité et la dignité de Madiba. Maintenant, on voit comment ils le traitent », s'insurge sur Twitter Patrick Conroy, directeur de l'information de la chaîne d'information privée ENCA. « C'était triste de voir ces images de Madiba », a commenté pour sa part John Robbie, l'animateur de la tranche matinale de la radio d'information 702. « Et qui est l'idiot qui l'a

photographié au flash ? Honteux. Qu'on le laisse tranquille ! » « Après tout ce que cet homme a fait pour nous, voilà comment on le traite. Comme un animal dans un zoo. Honte à nous », s'est emporté Marius Van der Walt, journaliste à la radio Jacaranda FM.

Le porte-parole de l'ANC, Jackson Mthembu, est venu à la rescousse de ses dirigeants mardi matin : « Nous voulions partager Madiba dans sa fragilité (...) pour montrer aux Sud-Africains et au monde entier qu'il est encore avec nous, a-t-il déclaré. Ce n'est plus un jeune homme, il aura bientôt 95 ans et il apparaît comme toute personne de son âge. »

Jeune Afrique 29 avril 2013

Cuba : Le prix Sakharov 2013 entaché d'un scandale de corruption



Ce scandale survient au moment où le Parlement européen vient de remettre –ce mardi 23 avril- le prix Sakharov à la direction des "dames en blancs"

Par Esteban

Le groupe "dissident" contre-révolutionnaire cubain les "dames en blanc", prix Sakharov 2013 attribué par le Parlement européen et doté de 50.000 euros, accusé par ses militantes rétribuées, du détournement de l'argent versé par les USA et l'UE, destiné à renverser la société et le gouvernement cubain.

Un scandale de corruption interne éclabousse le groupe contre-révolutionnaire les "dames en blanc", crée en 2003 par des familles de prisonniers cubains. Dans une vidéo, Cubainformación TV rassemble les accusations de sept membres et ex-membres de ce collectif qui dénoncent l'actuelle présidente Berta Soler de détourner arbitrairement les fonds reçus de l'étranger, notamment ceux parvenant des USA.

Dans la vidéo, les sept personnes dénoncent la soudaine réduction à 15 euros, la somme individuelle de 30 pesos convertibles (dollars), assignée auparavant pour chaque manifestation de protestation, et cela sans explication à la suite de la nomination de Berta Soler, en remplacement de l'ex-présidente, Laura Pollán, décédée en octobre 2011.

Ce scandale survient au moment où le Parlement européen vient de remettre –ce mardi 23 avril- le prix Sakharov à la direction des "dames en blancs".

"Leonor Reino Borges, Mirtha Gregoria Gómez, Raquel Castillo Lorenzo et Ana Luisa Rubio Bez, ainsi que les ex-dames en blanc Lilia Castaner Hernández, Miriam Reyes Gómez et Katia Sonia Martín Véliz. Actuellement, cette dernière représente, à Cuba, le groupe illégal d'extrême droite "Cuba Indépendante et Démocratique" (CID), dirigé depuis Miami par Huber Matos, ex-commandant qui a trahi la Révolution et combattu en armes contre Che Guevara et Camilo Cienfuegos.

Le Mouvement de Solidarité avec Cuba dénonce depuis plusieurs années que les dames en blancs et d'autres groupes de la mal nommée dissidence cubaine, sont financés par le gouvernement des USA, plusieurs gouvernements de l'Union Européenne et des médias internationaux, de forme directe ou via des organisations intermédiaires, comme avec le cas des "dames en blanc".

Source : Td.Jilata "Cuba : Le prix Sakharov 2013..." Original publié le 23 avril 2013 par cubainformación

Izvestia : Tamerlan Tsarnaev a participé en 2012 à un séminaire de la CIA

Selon le quotidien russe Itzvestia, Tamerlan Tsarnaev a participé en 2012 à un séminaire de l'association géorgienne Fonds pour le Caucase. Cette association est une branche

de la Fondation Jamestown, une agence de presse créée par la CIA.

Le Fonds pour le Caucase a organisé plusieurs séminaires pour des jeunes caucasiens en vue de «

déstabiliser la Russie ». Dans une lettre de protestation publiée le lendemain, le Fonds pour le Caucase dément cette information et évoque une homonymie.

VENUS RESTAURANT
Specializing in Caribbean & American Cuisine

We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..

670 Rogers Avenue (Corner of Clarkson Ave) Brooklyn, NY 11226
"Venus, l'endroit idéal!"
718-287-4949

KATOU RESTAURANT
5012 Ave M (Entre E. 51 et Utica) 10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots - Poissons - Poissons Gros Sel - Dinde - Poulet - Cabri - Boeuf - Légumes
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir
Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

kreole FLAVOR

Caribbean Cuisine
Catering & Take-Out
1738 Flatbush Avenue Brooklyn, N.Y. 11210
718-258-0509

Immaculée Bakery & Restaurant
2 Locations en Brooklyn

Spécialités

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue (entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue (entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644

FRITAYE 5 STAR

- Breakfast • Lunch
- Dinner • Fritaille

Catering for all occasions

Gran Pan-Pan Rice FOR SALE:
Wholesale & Retail

1347 Flatbush Avenue (bet. Foster Ave. & E. 26th St.)
Brooklyn, NY 11226
718-975-0915-6

ECHOS DE CUBA

Travail et étude : moteurs d'une révolution dans le système pénitentiaire cubain

• Les centres pénitentiaires ouverts créent de meilleures conditions pour l'éducation, la formation de valeurs et la réinsertion des détenus dans la société.

par Dalia Gonzalez Delgado et Sergio Alejandro Gomez

Ici, ni barreau, ni projecteur la nuit, ni guérite de béton. Le Centre de travail et d'étude (CTE) de San Agustín, à Matanzas, rompt avec les idées reçues sur la prison.

Comment parvient-on à éviter les évasions fut notre première question, peut-être parce que nous étions influencés par les nombreux films hollywoodiens sur ce sujet.

La réponse fut indirecte. Les CTE ont pour origine un des projets de la Bataille d'idées, qui répondait à un appel de Fidel à « transformer les prisons en écoles ».

Les 300 détenus du Centre de San Agustín bénéficient de plusieurs avantages : la possibilité de travailler, des permissions pour rendre visite à leur famille, davantage de visites familiales et un système de sécurité plus souple. Ne nous y trompons pas ! Ils sont également soumis à une discipline et à un contrôle rigoureux, ainsi qu'à une prise en charge éducative qui leur permettra de se réinsérer dans la société.

Les détenus de faible dangerosité sociale ont la possibilité de bénéficier de ce régime de sévérité minimum, en fonction de leur sanction ou pour bonne conduite, dans le cadre d'un système progressif basé sur l'amélioration des conditions de détention, soit dans des établissements fermés – classés grande sévérité, sévérité ou moyenne sévérité –, soit dans des centres ouverts.

Dans les Centres de travail et d'étude, les détenus partagent leur temps entre les activités éducatives et un emploi socialement utile et rémunéré. En général, ils travaillent à des tâches prioritaires sur des chantiers de construction, dans l'agriculture ou l'industrie.

« C'est très différent que d'être derrière les barreaux : on communique plus, on a des permissions, on voit sa famille et on gagne un salaire », affirme Roberto, qui travaille comme maçon dans la construction d'une soixantaine de maisons destinées aux médecins internationalistes dans le quartier Pastorita, à Matanzas.

Roberto est incarcéré depuis deux ans à San Agustín, où il a été transféré pour bonne conduite ; il doit purger encore un an avant que ne soit envisagée sa mise en liberté conditionnelle. Il envoie tous les 15 jours sans exception son salaire d'environ 400 pesos – selon ses résultats – à ses deux enfants qui vivent à La Havane.

Au CTE, il reçoit une formation de maçon, aussi se dit-il prêt à revenir dans sa famille et il envisage de travailler à son compte, et de se servir de tout ce qu'il a appris ici.

Rolando Roque, un ancien détenu de San Agustín, a pris une décision semblable. Après sa libération, il a décidé de continuer à travailler dans la même brigade dépendant du ministère de la Construction dans laquelle il a appris le métier de soudeur.

« S'il y a quelque chose que j'ai appris ici, c'est que l'on peut vivre en

travaillant », dit Rolando Roque, qui reçoit aujourd'hui 400 pesos tous les 15 jours comme soudeur.

Parmi la douzaine d'immeubles construits tout près de la côte est de la Baie de Matanzas, – certains déjà occupés par des médecins et leur famille –, il est impossible de distinguer les détenus, des anciens détenus, des civils. « Tous travaillent très dur », nous dit la China de Pastorita, comme certains travailleurs l'appellent, alors que nous prenons un café à l'ombre.

Depuis que les travaux ont commencé, la China vend des sandwiches, des sodas et du café aux ouvriers. « C'est un endroit tranquille », répond-t-elle à la question de savoir si elle s'est déjà sentie en danger.

« Ils sont l'âme du lieu. Quand ils ne sont pas là, c'est mort ! »

Selon Pascal Cruz Betancourt, le maître d'ouvrage, le dispositif mis en place entre le ministère de la construction, le CTE, et le ministère de l'Intérieur (MININT) fonctionne correctement : « 85 % des ouvriers viennent de San Agustín et il n'y a jamais eu de grave problème de discipline ».

Les détenus complètent par la pratique les connaissances acquises durant les stages de formation au CTE. « Sur le chantier, nous leur permettons de perfectionner leur expérience », ajoute-t-il. En effet, la formation est une des clefs du succès. À Pinar del Río, le Centre de travail et d'étude Cuatro y Medio, à San Juan, dispose de salles de classe où l'enseignement est dispensé jusqu'à la Terminale ; d'une bibliothèque ; d'une salle informatique, ainsi que d'un polygone de formation professionnelle.

José, âgé de 20 ans, est détenu dans ce centre depuis près d'un an. En tant que jeune, il a eu un traitement différencié, et il a pu accéder à des cours d'opérateur informatique et de vendeur dans la restauration.

Actuellement, il travaille comme instructeur dans le centre et, assisté par des spécialistes du ministère de l'Éducation, il donne des cours de Sciences naturelles à des détenus, de niveau de l'école primaire. Il gagne 225 pesos par mois, qu'il envoie à sa mère, car le Centre garantit tous ses besoins.

Pedro Luis, âgé de 19 ans, doit attendre encore un an avant de demander sa liberté conditionnelle. Pendant ses huit mois au centre, il a appris le métier de maçon et il travaille dans une brigade permanente au nouveau village 5 de Septiembre, où l'on construit des maisons pour les familles de sinistrés dont les logements ont été détruits par les ouragans.

« Cette expérience m'a amené à penser différemment. Aujourd'hui, je souhaite travailler et rester près de ma famille », nous dit-il. Et sa mère, de visite ce jour-là, d'ajouter : « Je suis fière parce que lorsqu'il traînait dans la rue, il avait perdu son année scolaire, alors qu'ici l'an prochain, il sera en classe de terminale ».

Les quelques 500 détenus de ce CTE sont repartis dans toute la province, principalement dans la construction et l'industrie. Que ce soit la réparation de la discothèque le Pharaon, du centre de Pinar del Río, ou la fabrication de 130 000 carrelages par mois, destinés à la vente à la population et les œuvres sociales, les exemples ne manquent pas sur le rôle de ce projet dans la communauté.

Cette expérience s'est multi-

pliée dans tout le pays. À Horquita, dans la province de Cienfuegos, les détenus à régime ouvert travaillent dans l'agriculture.

« Pour la première fois je vois le résultat de mes efforts. Auparavant, j'aimais l'argent facile, mais je me suis rendu compte que dans la vie, tout a une part de sacrifice », dit Raydel, qui n'avait jamais mis le pied dans un sillon.

Aussi bien les détenus que les officiers qui travaillent avec eux reconnaissent que dans les CTE, il existe une ambiance de dépassement et d'amélioration de l'être humain, qui contribue de façon plus efficace à la création d'habitudes et de valeurs, en vue de la réinsertion sociale de ces personnes.

Par ailleurs, les chiffres démontrent que l'ordre et la discipline sont en progression au sein de la population carcérale. 50% des détenus ayant bénéficié de conditions d'incarcération de sévérité minimum, ont bénéficié d'une des formes de liberté anticipée prévues par la législation à leur bonne conduite, et seulement 5% ont été renvoyés dans des établissements pénitentiaires fermés, pour avoir violé les conditions de régime ouvert.

Cette révolution silencieuse qui s'étend dans le système pénitentiaire, à travers le travail et l'étude, répond au principe du projet social cubain de placer l'être humain au centre de ses préoccupations.

Publication du Rapport de Cuba pour le Conseil des droits de l'Homme

Le ministère des Relations extérieures a rendu public, le mardi 23 avril, le Rapport de Cuba qui sera présenté à l'Examen périodique universel (EPU) du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, le 1er mai prochain à Genève.

Le document décrit la situation des droits de l'Homme à Cuba, leur cadre juridique et les programmes qui garantissent leur jouissance par toute la population. Il est centré sur les recommandations acceptées par notre pays en 2009, lors de la présentation du rapport à la 1ère session de l'EPU, un exercice auquel doivent se soumettre les 193 États membres de l'ONU, a expliqué le vice-ministre Abelardo Moreno.

« Plusieurs organismes de l'État, du gouvernement et de la société civile cubaine ont participé à son élaboration », a ajouté le ministre durant une vidéoconférence en direct avec Genève, à laquelle participaient le premier vice-ministre des Relations extérieures, Marcelino Medina, et des représentants de la délégation diplomatique qui présentera le Rapport devant le mécanisme de l'ONU.

« La principale violation des droits de l'Homme à Cuba, c'est le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis, qui est un acte de génocide », a déclaré le vice-ministre. Malgré tout, « Cuba est parvenu à respecter la plupart des Objectifs du millénaire pour le développement, et possède un niveau de développement humain élevé », a-t-il poursuivi.

« Peu de gouvernements ont autant fait pour leur population que le nôtre, depuis le triomphe de la Révolution en 1959, en dépit des obstacles colossaux », a-t-il affirmé, après avoir dénoncé les campagnes médiatiques qui contestent ou qui manipulent les réussites du pays, et

L'héritage de Chavez

Par O. Fonticoba Gener

Lorsque José Martí arriva à Caracas, « sans s'ôter la poussière du chemin », il se rendit directement au pied de la statue du Libertador Simon Bolivar. Par ce geste, il révélait aux Cubains, non seulement la valeur d'un homme, mais aussi celle de sa pensée américaniste.

En effet, en avance sur son époque, Simon Bolivar considérait l'éducation comme une arme fondamentale pour la transformation sociale : il fonda des écoles pour les femmes et les orphelins ; il introduisit dans la Constitution du Haut Pérou, le « quatrième pouvoir », à savoir le pouvoir électoral, et il développa une théorie complète sur l'éthique et la morale des gouvernants.

Malgré cela, dans son pays natal, Simon Bolivar demeura « l'autre racine : la racine oubliée », car les administrations oligarchiques l'effacèrent de la pensée vénézuélienne. Le triomphe du gouvernement d'Hugo Chavez fut l'amorce d'un nouveau combat pour l'indépendance en Amérique, et son premier objectif fut de récupérer l'identité, et de revenir aux origines.

Cette réussite a sans doute été la plus importante : avoir rendu aux Vénézuéliens un profond sentiment de fierté patriotique. La nouvelle République du Venezuela est devenue bolivarienne avant toute chose, se fondant, comme le stipule l'Article 1 de sa Constitution, sur la doctrine et la morale de Simon Bolivar.

Ce fut le début d'une nouvelle ère : celle de l'intégration des peuples andins, caribéens..., l'ère de l'ALBA, du Mercosur, de la CELAC... La renaissance du Venezuela remplit l'Amérique de forces et d'espoirs. Comme tous les peu-

qui ont un effet négatif au Conseil des droits de l'Homme.

Abelardo Moreno a également critiqué le terrorisme, promu, organisé et dirigé depuis le territoire nord-américain, le recrutement d'agents qui tentent de détruire l'ordre constitutionnel cubain et qui agissent contre la libre détermination du peuple, la sécurité et l'intégrité nationale.

Le Rapport cubain à l'Examen



Hugo Chávez Frías

ples qui ont combattu pour leur liberté, Cuba s'est reconnue dans cette cause, et s'y est associée.

Plus d'une décennie de processus révolutionnaire ont permis de renforcer l'appareil démocratique, de réduire la pauvreté et l'inégalité, de supprimer l'analphabétisme – deuxième pays de la région à y parvenir –, de décentraliser la gestion culturelle... Le Venezuela est devenu un pays profondément tourné vers la justice sociale, l'égalité, la coopération, l'intégration et la paix, et un guide pour les autres pays de la région et pour tous ceux qui avaient soif de liberté en Amérique latine.

La disparition d'Hugo Chavez peut-elle briser l'unité conquise par son peuple ?

Simon Bolivar a donné la réponse en son temps : « Si un homme était nécessaire pour soutenir l'État, cet État ne devrait pas exister, et au final n'existerait pas. » En effet, ce sont les peuples qui soutiennent leur révolution, et aussi bien celle du Venezuela que celle de l'Amérique latine reposent sur des hommes de fer.

Granma 14 mars 2013

INVITATION

La Coordinatrice du Groupe PARTIZAN DE JEZI KRI de N.Y se fait l'honneur de vous inviter à une Messe de résurrection qui sera célébrée en la mémoire de feu l'artiste et soeur Myriam Philidor Dorismé le samedi 18 Mai 2013 à 11am en l'Eglise Holly Innocents, sise au coin de East 17 et Beverly Road à Brooklyn.

Elle vous remercie à l'avance de votre participation et vous présente cordes et déjà ses chrétiennes et respectueuses salutations.

Gladys Timmer Phillpotts
Tel : 516-825-1786
718-791-4763



Papeterie & Imprimerie

Nouvelle adresse:
101 Lalue,
Port-au-Prince, HAITI

Tel: 4269-2770
3643-2906

IMPRIMERIE &
Papeterie Imprimerie commerciale
Furnitures de bureau,
furnitures scolaires

espèrent des âmes endolories par le deuil, le chagrin. Si elle trouve dans les contes l'exutoire où s'épanche son attachement à Haïti, avec laquelle elle a vécu en symbiose, éloignée d'elle, mais si proche d'elle. Proche de ses malheurs. Proche des moments les plus douloureux de la vie de ce peuple. Mimi Barthélemy était à Port-au-Prince, secouée par le séisme du 12 janvier 2010. Elle a vécu ses moments atroces aux côtés des victimes, troublées par ces nouvelles épreuves. Sa voix, ses talents de conteuse ont été mobilisés pour panser les plaies de ces milliers d'haïtiens désespérés. Son conte « colibri » prolonge le rêve de Manuel dans « Gouverneurs de la rosée » et surtout l'espoir aux haïtiens placés désormais face aux réalités. Le colibri seul parvient à apprivoiser le désastre en apportant une goutte d'eau. Son exemple de courage est suivi par les autres oiseaux qui l'accompagnent dans sa démarche. C'est ce message de courage qu'apporte Mimi Barthélemy dans ses contes. Un message d'espoir comme au lendemain du tremblement de terre, accompagnant des victimes en Guadeloupe, comme elle le démontre dans le conte Cours de grimpe, où le chat enseigne l'art de grimper les arbres au cabri. Ce défi paraît insurmontable au cabri, mais à force de dépassement, de sa capacité à fendre l'armure, le cabri va au-delà de ses limites pour survivre, résister aux apâtres de la vie. Ce qui suscite les émotions des spectateurs, c'est autant ce fonds des animaux exploré avec tant de talents que sa maîtrise à transformer le réel, par sa voix, ses gestes, ses chansons, sa magie de dépiéter les joies intimes. Regards transformés, moments de transport, verbe bu, yeux qui contemplant en silence les mouvements sur scène de la conteuse vêtue de ses habits de circonstances.

L'expression choisie de Mimi Barthélemy pénètre un univers lacéré de souffrances, de coups bas mis en échec



Quelques oeuvres de Mimi

par la force de la ruse, par la condamnation de la méchanceté. Comme un pari fou, Mimi Barthélemy distille à doses communicationnelles une pincée « d'un petit pied de laurier chargé de fleurs » à la fragilité de chacun, puisque « un p'tit vent a brisé toutes les fleurs ». Elle a su diffuser par cette pédagogie incomparable les valeurs présentes dans l'imaginaire haïtien. Malgré les soubresauts qui scandent son histoire, Haïti s'est immortalisée, s'est mondialisée, grâce aux talents de Mimi Barthélemy. Plus qu'une ambassadrice, elle devient l'actrice, seule dans son genre, à véhiculer partout dans le monde, les héros que peuple le répertoire haïtien. Comme une entreprise sacerdotale, l'action pédagogique de Mimi Barthélemy s'est attachée à rendre vivante l'âme haïtienne, celle que d'autres manipulent pour en faire la pestiférée de la Caraïbe. L'œuvre de Barthélemy s'est construite autour d'une convocation à la piété patriotique, non pas misérabiliste, mais cette piété qui rehausse le réel, supplante les superstitions qui nuisent à l'évolution de l'haïtien. Et c'est ce qu'a tenté Mimi Barthélemy : tenir vivants les rituels de mémoire, donner du sens à la culture aux croyances haïtiennes permet à ce pays de construire des trajectoires de son identité. Et les récits mythiques participent de la construction de cette « appartenance culturelle, religieuse ou politique », celle-ci s'affirme, se renforce par l'articulation

des valeurs aux « récits mythiques ». L'appropriation de l'imaginaire haïtien constitue sa dernière voie de survie, de rayonnement, d'affrontement avec les autres civilisations pour y dessiner ses traces : les contes sont donc un élément efficace permettant de forger le tempérament de l'haïtien, d'assurer son harmonie « par l'inscription dans un corps symbolique virtuellement éternel » (Jean-Claude Ruano Borbalan (sous la dir.) L'identité, Sciences humaines, 1998, p.10) La dimension affective de l'haïtien formera l'ancrage dont il a besoin pour s'autonomiser. Et l'engagement de Mimi Barthélemy, comme celui de son époux, a facilité ce travail d'intégration d'HAÏTI à la civilisation universelle.

L'œuvre de Mimi Barthélemy, une bibliothèque à usages complexes, use de métaphores, mais comme outil de transmission d'un patrimoine, de réflexion, d'insurrection, de libération. Compte tenu des difficultés cruciales d'Haïti, avoir la capacité de se référer aux ressorts de l'âme peut devenir un sésame qui détermine la force des croyances individuelles du citoyen haïtien.

Mimi Barthélemy s'est donnée pour mission de dire au monde que l'identité haïtienne en dépit de l'irresponsabilité des élites, de la confiscation de son histoire par des puissants, s'est densifiée, s'est créolisée, comme le dit Edouard Glissant, c'est-à-dire « de l'identité comme rhizome, de l'identité non plus comme racine unique, mais comme racine allant à la rencontre d'autres racines. » (E. Glissant, Introduction à une vue poétique du divers, Gallimard, 1996). Il ne faudrait perdre de vue le patrimoine légué par Mimi Barthélemy, mais plutôt le visiter, le rendre vivant, présent, comme elle le fait dans ses contes : « Est-ce que la cour dort ? Comme Mimi le dit au milieu de ses contes « Non, la cour ne dort pas ! » Non, nous ne devons pas nous endormir, oublier le message de Mimi Barthélemy.

Jacques NESI

population. Le Pays se confine donc dans sa position d'Etat en faillite. Haïti figure d'ailleurs sur la liste d'Etats en faillite. Dans un rapport publié en Juin 2012 par le magazine américain, Foreign Policy, Haïti occupe la 7e place sur 59 des « Etats en faillite ».

Depuis plusieurs décennies, Haïti est confrontée à une grave crise de logement. C'est au début des années 80 que la crise a commencé à se faire sentir, notamment au niveau des grandes villes. Cette situation est due à l'explosion démographique et le flux migratoire interne que connaît le pays. La crise s'est particulièrement aggravée à la chute de la dictature duvaliériste. En raison de l'absence d'infrastructures de base dans les zones les plus reculées du pays, les paysans se sont dirigés vers la « République de Port-au-Prince » à la recherche de mieux être social et économique. L'Etat n'avait donc mis en place aucune politique de décentralisation susceptible de satisfaire les desiderata des masses paysannes.

La forte demande en logement a fait flamber les prix. Depuis le séisme du 12 Janvier 2010, les prix des logements ont doublé, voire triplé sur quasiment l'ensemble de la capitale. La persistance de cette crise et la hausse vertigineuse des prix du logement accentuent un phénomène déjà très inquiétant en Haïti ; la ségrégation et l'exclusion des gens à plus faibles revenus. Le fossé se creuse entre deux catégories de citoyens d'un même pays. D'un côté, il y a les nantis dont les conditions de logement s'améliorent de plus en plus, étant donné qu'ils ont accès au crédit. De l'autre côté, les familles à revenu faible qui, n'ayant pas accès au crédit, ont toutes les peines du monde à faire face aux obligations de leurs ménages. Plus de 70% de la population active sont au chômage. L'accès au crédit auprès des banques privées et publiques de la place est très limité. Le système de crédit en Haïti ne s'est pas démocratisé

de ce fait, n'est donc pas à la portée de tous. Pire, l'impact du coût du logement sur le niveau de vie de la population n'est pas mesuré, ni pris en compte. Pourtant, la pénurie de logement est quasi permanente en Haïti. Elle continue d'être un frein à la stabilité des familles. Cette pénurie contribue, dans une certaine mesure, également à l'appauvrissement de la majorité de la population.

Au début des années 80, l'Entreprise Publique de Promotion et de Logements Sociaux (EPPLS) a été créée. Comme son nom l'indique, sa mission était de mettre en œuvre des projets de logements sociaux. Jusqu'ici, les logements construits par cette institution n'ont pas permis de juguler la crise du logement. L'EPPLS n'a pas pu répondre à une demande devenue trop forte au jour le jour. En fait, elle n'avait pas les moyens. D'autant que les unités de logement n'étaient pas construites dans des zones viables. « En 1995, selon les prévisions d'un ancien directeur de l'EPPLS, Elonge Othélot, il fallait construire 2.000 logements par an pour solutionner le problème. Avec le cataclysme, pour répondre aux demandes des victimes et autres sans-abri, il faut en construire plus de 250 mille (Le Matin, 29 juillet 2011). Ces informations illustrent l'ampleur de la crise qui ne fait que perdurer.

Pour résoudre le problème, il faudra la mise en œuvre d'une politique d'Etat en matière de construction de logements sociaux. Cette politique devra prendre en compte la nécessité d'une meilleure gestion de l'espace habitable, la construction d'une nouvelle mentalité des haïtiens par l'éducation et l'adoption de nouvelles normes de construction. L'Etat devra se montrer à la fois responsable et soucieux du bien-être des citoyens tout en responsabilisant ces derniers qui, eux-mêmes doivent s'impliquer dans tout effort de développement du pays.

Francklyn B. Geffrard
Centre International d'Etudes et de Réflexions (CIER)

Directory Classified

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

ADOPTION
A BABY IS OUR DREAM: Neil and Naomi are longing to ADOPT. Happily married, creative, active, loving couple. Please call: 1-800-982-3678 or www.coupleseeksadoption.com EXPENSES PAID.

ADOPTION
ADOPT: A happily married couple promises cozy home, secure future, extended family, unconditional love for baby of any race. Expenses paid. Leslie/ Daniel TOLLFREE 1-855-767-2444. danieldandleslieadopt@gmail.com

ADOPTION
Happily married, nature-loving couple

wishes to adopt a baby. We promise love, laughter, education, and security. Expenses paid. www.DonaldAndEsther.com. (Se habla español.) 1-800-965-5617.

ADOPTION
A childless couple seeks to adopt. Loving home with tenderness, warmth, happiness. Financial security. Expenses paid. Regis & David (888)986-1520 or text (347)406-1924; www.davidandregisadopt.com

COLLECTIBLES
CASH BUYER, 1970 and Before, Comic Books, Toys, Sports, entire collections wanted.

I travel to you and Buy EVERYTHING YOU have! Call Brian TODAY: 1-800-617-3551

HELP WANTED
AIRLINES ARE HIRING -Train for hands on Aviation Career. FAA approved program. Financial aid if qualified -Job placement assistance. CALL Aviation Institute of Maintenance 866-296-7093.

HELP WANTED
Driver-One Cent Raise after 6 & 12 months.\$0.03 Enhanced Quarterly Bonus. Daily or Weekly pay. Hometime Options. CDL-A, 3 months OTR exp. 800-414-9569 www.driveknight.com

LAND FOR SALE
UPSTATE NY COUNTRYSIDE SPRING LAND SALE \$5,000 Off Each Lot 6 AC w/ Trout Stream: \$29,995 3 AC / So. Tier. \$15,995 5.7 AC On the River: \$39,995 Beautiful & All Guaranteed Buildable. Financing Available. Offer Ends 5/31/13. Call Now: 1-800-229-7843 www.landandcamps.com

LAND FOR SALE
TROUT STREAM 10 acres - \$39,900 Available 5/4! No closing costs! Beautiful forest, crystal clear stream, Gorgeous upstate NY. Amish country 1/2 hour from Albany! (888) 701-7509 www.NewYorkLandandLakes.com

LAND FOR SALE
ORGANIC FARM LIQUIDATION! LENDER MUST SELL! 5 acre -\$19,900 On sale 5/4! No closing costs! Gorgeous views, upstate NY Amish country, 3 hrs, NY City, 1/2 hour Albany. (888) 905-8847 www.newyorklandandlakes.com

LEGAL
NYC-REAL ESTATE CLOSINGS \$895.00. Expd Attorney. Free Buy/Sell Guide. ESTATES/CRIMINAL MATTERS Richard H. Lovell, P.C., 10748 Cross Bay, Ozone Park, NY 11417 718 835-9300. www.lovelllawnewyork.com

MISCELLANEOUS
SAWMILLS from only \$3997.00-MAKE & SAVE MONEY with your own bandmill- Cut lumber any dimension. In stock ready to ship. FREE Info/DVD: www.NorwoodSawmills.com 1-800-578-1363 Ext.300N

MISCELLANEOUS

Attend College Online from Home. *Medical, *Business, *Criminal Justice, *Hospitality. Job placement assistance. Computer and Financial Aid if qualified. SCHEV authorized. Call 888-201-8657 www.CenturaOnline.com

MISCELLANEOUS
GET A FREE VACATION as well as IRS tax deduction BY DONATING your vehicle, boat, property, collectibles to DVAR. Help teens in crisis. Call: 1-800-338-6724

PERSONAL
Haitian man seeking Haitian woman age 25-35. Start with friendship leading maybe to love. Must be educated & speak English, French or Kreyol. Send text or email. jean.vicor68@yahoo.com. 347-379-5765.

SERVICES
Cellini Chair Doctor. Refinishing, Reupholstery, Caning, Drapery, Chairs, Tables, Bedrooms, Diningrooms, Custom Upholstered Headboards, Valences, Cornices & more. Over 50 years experience. FREE ESTIMATES call 347-627-5273.

VACATION RENTALS
OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Real Estate. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

WANTED
CASH for Coins! Buying ALL Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NYC 1-800-959-3419.

DAISLEY INSTITUTE
2172 Flatbush Ave., Brooklyn, NY
718-377-4070

TRAIN TO BECOME A HEALTH PROFESSIONAL IN 4 WEEKS TO 8 MONTHS

NURSE AIDE	\$685
HHA	\$520
PCA/HOME ATTENDANT	\$300
MEDICAL ASSISTANT	\$6000
PHARMACY TECH	\$900
EKG & PHLEBOTOMY	\$690
NURSE TECH/ PATIENT CARE TECH/PCA	\$690

Having difficulty passing the New York Nurse Aide Exam? Try our Nurse Aide Exam Prep Course...\$2500
Morning, evening & Saturday classes, loans available.
Call 718-377-4070

Family Pool Fun
1-800-525-7710
We Treat You Like Family!

- * Save Money on DIY Aboveground and Inground Pool Kits & Supplies
- * Financing Available!
- * A Great Way to Spend Time Together!
- * Excellent Service. Fast Shipping! Family Owned & Operated Since 1990!

www.FamilyPoolFun.com

BRAMSON ORT COLLEGE www.BramsonORT.edu
19 Degree Programs including: Build Your Future with Us!

- Paralegal
- Medical Assistant
- Graphic and Game Design
- Electronics Technology
- Business Management
- Computer Technology
- Accounting
- Administrative Assistant
- Renewable Energy
- Computer Programming
- Pharmacy Technician
- CADD & HVAC and more!

Exam Prep & Free Tutoring • Financial Aid Available • Flexible Class Schedules
Affordable Tuition • Job Placement Services • Career Internships

tranzon auction
Foreclosure | Special Master's Auction
St. Albans Area - Mixed-Use Property
BANK SAYS SELL!
3-Unit, Corner Lot
Ground Floor, Commercial 2,800± sf
Second Floor, Residential
Wed, May 15 at 12:30pm ET
Property Address: 199-24 Linden Blvd, Queens, NY
Auction Held: Eastern District Federal Ct, 225 Cadman Plaza East, Brooklyn
Tranzon Auction Properties | NO BUYER PREMIUM | Sale Subject to Terms & Conditions
TRANZON.COM 866-503-1212

Disparition de Mimi Barthélemy

Son oeuvre : un outil de libération d'Haiti!



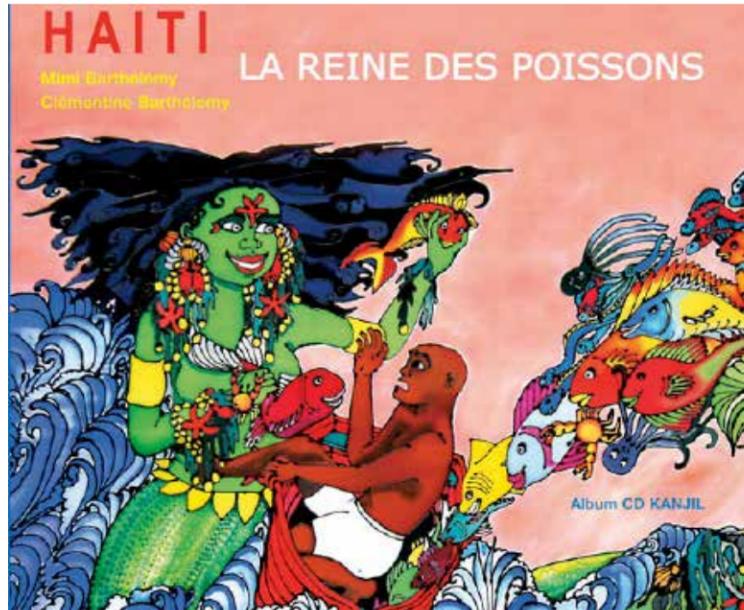
Mimi Barthélemy

Par Jacques NESI

Dans une incompréhension qui renvoie à notre fragilité, la disparition de Mimi Barthélemy surprend par sa soudaineté. Cette perte prend une autre dimension quand on pense à la fonction utilitaire que ses contes jouent de façon grandissante dans la société. Puisque, comme nous le rappelle Beaudelaire dans « les Fleurs du mal »,
« ... les vrais voyageurs sont ceux-là seuls qui partent
Pour partir ; cœurs légers, semblables aux ballons,
De leur fatalité jamais ils ne s'écartent,
Et, sans savoir pourquoi, disent toujours : Allons ! » (Les fleurs du mal, Le voyage)

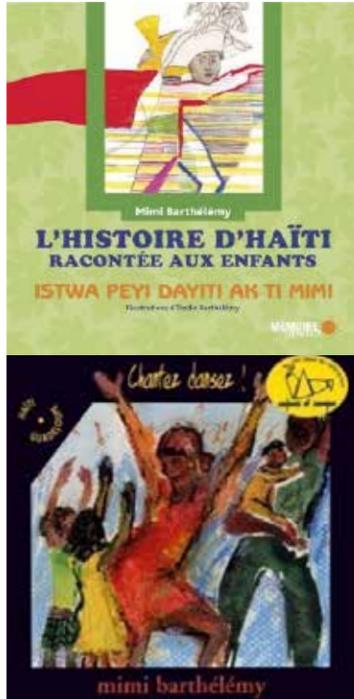
Dans un pays encore endolori par le séisme du 12 janvier 2010, le rôle de Mimi Barthélemy se confondait avec celui d'une passionnaria au ser-

La nouvelle est tombée comme un coup de massue. Un coup ravageur. Une émotion terrible saisit le monde



culturel, la communauté haïtienne de France, Haïti, et d'autres capitales.

vice d'Haïti qu'elle affectionnait, qu'elle tirait par le haut à travers ses contes, ses chansons. Hors de ses frontières,



elle construisait, tissait une Haïti recomposée. Elle écrivait que « Le conte haïtien est héritier de l'Afrique par les esclaves, de l'Europe par les maîtres, et de l'Amérique par les Amérindiens, les Taïnos, premiers habitants de l'île. Il est autant création spontanée qu'adaptation, transformation, versions de récits taïnos, africains, gascons, bretons ou celtes. » (M. Barthélemy, « Avant-propos », dans Haïti conté, Genève, Éditions Slatkine/Sodifer, coll. « Le Miel des contes », 2004, p. 19. C'est cette Haïti protéiforme sur le plan culturel qu'elle permet à tout spectateur, tout lecteur de noter, de comprendre.

Jamais elle ne s'est inscrite dans la sinistrose ambiante, elle n'est jamais arrivée à couvrir Haïti de l'opprobre et de la malédiction où conduisent les

Vient de paraître

Jacques Stéphen Alexis: Romancier d'avant-garde de Compère Général Soleil

Une analyse du premier roman de Jak Solèy par Dr Georges Jean-Charles

Cet ouvrage, d'une thématique pluridimensionnelle et d'une grande valeur pédagogique montre comment Alexis, romancier et romancier-historien, analyse :

- * les horribles conditions faites aux prisonniers dans le cadre du système pénitentiaire haïtien;
 - * la problématique de la domesticité des enfants (les petits restavèk) issus de notre paysannerie;
 - * la question de l'émigration des travailleurs haïtiens ;
 - * le problème des croyances religieuses ;
- Le roman inclut aussi de nombreuses réminiscences d'événements historiques :
- * les luttes menées par nos compatriotes contre l'occupation américaine
 - * le massacre des Travailleurs Haïtiens en République Dominicaine
 - * la complaisance du gouvernement haïtien d'alors;
 - * les atteintes portées aux valeurs



démocratiques sous Sténio Vincent etc.
Claudine Corbanese
Edition : Trilingual Press
402 pages / Prix: \$30.00

luttés des élites pour le pouvoir et la perfidie des tyrans. L'action de Mimi Barthélemy ne saurait être considérée comme celle d'une conteuse faisant écarquiller seulement les yeux des enfants avant de regagner leur lit le soir, mais prolonge un combat permanent d'affirmation de l'identité haïtienne, loin de la désintégration de l'Etat occultée par des soudards élevés au rang de dirigeants mêlés aux fêtards et aux Etats puissants. Projeter une image

spécifique à Haïti, déployant sa force, sans chercher à l'isoler dans un particularisme vindicatif, aux termes de longues années d'exclusion : tel est le sens de son oeuvre. Ainsi, la disparition de Mimi Barthélemy est une catastrophe pour Haïti.

Elle conte, explique, émerveille, raconte, emballe, chante, ici en spectacle, là dans les prisons, les hôpitaux, les espaces où respirent, survivent,
Suite à la page (19)

AROMARK SHIPPIING

AROMARK SHIPPING SPECIALIZES IN SHIPPING FULL CONTAINER LOADS WITH PERSONAL EFFECTS, HOUSEHOLD GOODS, COMMERCIAL CARGO, CARS, TRUCKS, BUSES FROM NY PORT TO HAITI EVERY WEEK, SAILING TIME 10 to 12 DAYS.

IS YOUR DIRECT CONNECTION TO HAITI
YON KONEKSYON DIREK POU HAITI

EVERY FRIDAY FROM 8 AM TO 3.30 PM WE RECEIVE CARS, TRUCKS, BUSES IN RED HOOK MARINE TERMINAL 143 VAN BRUNT ST. BROOKLYN, NY 11231 (CORNER HAMILTON AVE & VAN BRUNT ST) EXIT 26 ON BROOKLYN QUEENS EXPRESSWAY FROM VERRAZANO BRIDGE

ONE CALL DOES IT ALL
BOOKING, TRUCKING & SHIPPING TO PORT-AU-PRINCE.

Please call **GABRIEL** or **ROBERT**: **973-690-5363**
Fax: (973) 690-5364
Email: solutions@vmtrucking.com
www.HaitiShipping.com

HCX | HAITI FILM FEST

Celebrating Haitian Cinema

Thursday, May 9, 2013

OPENING NIGHT

FEATURING A SPECIAL PERFORMANCE BY EMELINE MICHEL AND SCREENINGS OF SELECT SHORT FILMS.

DROM 85 Avenue A (between 5th & 6th Street) New York, NY 10009

Join the HCX | Haiti Film Fest Advisory Committee & Co-Chairs Michèle Stephenson & David Belle for a Cocktail Reception & Hors d'Œuvres

6:00 to 7:30pm
Tickets \$100

General Admission
Doors at 7:30pm
Tickets \$50.00 (Cash Bar)

Attire: City Chic

Saturday, May 11th & Sunday, May 12th
FREE Film Screenings at St. Francis College
180 Remsen St Brooklyn, NY
Noon to 9pm

For more information visit: HaitiCulturaIX.org
Or call (347) 565-4429

HCX|Haiti Film Fest is made possible in part thanks to public funds from the Decentralization Program of the New York State Council on the Arts, administered by Brooklyn Arts Council.